

COMMERCE INTÉRIEUR

De nouveaux mécanismes pour réguler le marché

Les services de contrôle du ministère du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national intensifient leurs opérations pour lutter contre les pratiques commerciales illicites, surveiller les prix et préserver le pouvoir d'achat des citoyens. Durant les huit premiers mois de 2026, les agents ont effectué plus de 2,17 millions d'interventions, qui ont donné lieu à 150 300 infractions constatées et à l'établissement de procès-verbaux transmis aux autorités judiciaires. Cette mobilisation devrait se renforcer avec l'intensification des contrôles tout au long de la journée et la mise en place de nouveaux mécanismes de surveillance du marché. P 3



SAIDAL

Exportation d'une cargaison de médicaments vers Djibouti

Le groupe public « Saidal » a procédé, hier, à l'exportation d'une cargaison de médicaments à destination de la République de Djibouti. Cette cargaison comprend plusieurs catégories thérapeutiques, notamment des antibiotiques, des antalgiques, des médicaments cardiovasculaires et des anti-diabétiques.

P 2

388 NOUVELLES OPÉRATIONS, PROGRAMMÉES EN 2027

L'État intensifie ses investissements dans la sécurité hydrique

Le secteur de l'Hydraulique bénéficiera d'un important renforcement de ses moyens financiers en 2027. En effet, le nouveau programme d'investissement prévoit 388 nouvelles opérations, tandis qu'un programme d'urgence de 23 milliards de DA sera consacré à l'amélioration de l'alimentation en eau potable dans l'ensemble des wilayas.

P 3

ASSEMBLÉES ANNUELLES BANQUE MONDIALE-FMI, BANGKOK 2026

Intelligence artificielle : infrastructures, emplois, formation et nouveaux investissements

Après le financement du développement et la mobilisation du capital privé, notre troisième contribution aux Assemblées annuelles de la Banque mondiale et du FMI examine une transformation majeure : l'intelligence artificielle devient un facteur de compétitivité, d'investissement et de réorganisation du travail. Pour l'Afrique et l'Algérie, la question n'est plus seulement d'accéder à l'IA, mais de savoir comment en tirer une valeur économique durable.

Par Kaci-Kacem AITYALLA,
président d'honneur
du Cluster Digital Africa

P 5

AVEC PLUS DE 250 ENTREPRISES
PARTICIPANTES

**Ouverture à Alger de la 5^e édition
du Salon IMLABOP** P 2

RÉUNION DU GOUVERNEMENT

**Plusieurs secteurs
à l'ordre du jour** P 3

LIGNE FERROVIAIRE
ALGER-TAMANRASSET

**Un vecteur de
développement économique
et d'intégration régionale** P 4

ALGÉRIE – OMAN
Des perspectives
prometteuses pour
renforcer les
investissements omanais

Les perspectives de renforcement des investissements omanais en Algérie ont été au centre d'une rencontre tenue mercredi au siège de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), entre son directeur général, Omar Rekkache, et l'ambassadeur du Sultanat d'Oman en Algérie, Saif bin Nasser bin Rashid Al-Badai, indique un communiqué de l'Agence. Cette rencontre s'inscrit dans le cadre des efforts visant à consolider le partenariat économique et à promouvoir les échanges d'investissements entre l'Algérie et le Sultanat d'Oman. Les discussions ont porté sur l'état des investissements omanais en Algérie, les moyens de renforcer la présence des opérateurs omanais sur le marché national et l'élargissement de leurs activités, ainsi que l'accompagnement des projets déjà engagés par les investisseurs du Sultanat. Les deux parties ont également examiné les opportunités de lancement de nouveaux projets, notamment dans les secteurs de l'industrie et des industries de transformation, du transport, de l'agriculture saharienne, des énergies renouvelables et de la numérisation, des domaines offrant des perspectives de développement et des possibilités de complémentarité économique entre les deux pays. À cette occasion, le DG de l'AAPI a réaffirmé la volonté de l'Agence de renforcer l'attractivité de l'Algérie en tant que destination d'investissement et d'accompagner les investisseurs omanais dans la concrétisation de leurs projets. Cet accompagnement vise notamment à accélérer la réalisation des investissements et leur entrée en exploitation. De son côté, l'ambassadeur omanais a exprimé l'intérêt de son pays pour l'élargissement de ses investissements en Algérie, faisant état de la volonté des investisseurs omanais d'explorer les opportunités disponibles et de développer de nouveaux projets dans les secteurs à fort potentiel. Cette démarche devrait contribuer à consolider les relations économiques entre l'Algérie et le Sultanat d'Oman et à ouvrir de nouvelles perspectives de coopération et de partenariat au service des intérêts communs des deux pays.

R E.

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE
Vers un nouvel élan pour les exportations
de médicaments

Forte de plus de 230 établissements de fabrication et d'une couverture d'environ 84 % des besoins nationaux en médicaments, l'industrie pharmaceutique algérienne dispose d'un potentiel qui pourrait être mieux valorisé à l'international. L'amélioration de l'accompagnement des exportateurs, la reconnaissance réglementaire des produits algériens et le développement de la production locale de matières premières constituent les principaux leviers de cette démarche.

Par Selma R.

C'est dans ce contexte que les perspectives d'exportation du médicament algérien ont été au centre d'une rencontre réunissant le ministère de l'Industrie pharmaceutique et plusieurs acteurs institutionnels et économiques concernés par les opérations d'exportation. Son objectif était de mieux identifier les contraintes rencontrées par les opérateurs et de leur présenter les dispositifs de facilitation mobilisables. « L'exportation n'est pas uniquement l'affaire d'un seul secteur, c'est l'affaire de plusieurs secteurs », a souligné Redha Belkacemi, chargé d'études et de synthèse au ministère de l'Industrie pharmaceutique lors de son intervention sur la « Chaîne Ile de la radio nationale. La rencontre a d'ailleurs rassemblé des représentants des Douanes, de la Banque d'Algérie, de la Safex, du secteur des assurances et des structures chargées de la promotion des exportations. Plusieurs mesures ont été présentées aux participants. Il s'agit d'abord des facilités douanières, notamment celles accessibles aux opérateurs économiques agréés, puis des dispositifs relatifs

à la domiciliation bancaire, au rapatriement des recettes d'exportation et aux délais réglementaires applicables. Les mécanismes de soutien à la participation aux manifestations économiques à l'étranger ont également été évoqués, afin d'accroître la visibilité des médicaments fabriqués en Algérie. « Il est devenu nécessaire d'orienter un peu ces productions vers l'exportation », a estimé M. Belkacemi, en référence aux capacités industrielles développées ces dernières années. L'enjeu consiste ainsi à mieux rentabiliser les investissements réalisés et à faire connaître la qualité des produits pharmaceutiques algériens sur les marchés étrangers, notamment africains. Toutefois, l'accès à ces marchés exige aussi des garanties réglementaires. Dans cette optique, l'Agence nationale des produits pharmaceutiques a présenté les procédures d'enregistrement des médicaments fabriqués localement et destinés exclusivement à l'exportation. L'Algérie œuvre par ailleurs à renforcer la coopération avec les autorités étrangères et à atteindre le niveau de maturité 3 (ML3) de l'OMS en matière de réglementation pharmaceutique. Selon Redha Belkacemi, une nouvelle dynamique a été

engagée depuis 2025, fondée sur une meilleure coordination entre les institutions concernées et visant à garantir la qualité, la sécurité et l'efficacité des médicaments. « Cela va donner une certaine confiance aux partenaires étrangers », a-t-il expliqué, soulignant l'importance de cette reconnaissance pour faciliter l'exportation des produits algériens. Enfin, le développement de la production locale de matières premières constitue un autre axe de cette stratégie, avec des projets ciblant notamment le paracétamol, les anticancéreux et les antibiotiques. Redha Belkacemi a évoqué les initiatives engagées dans le pôle de Batna ainsi que la mise à niveau d'unités du groupe public Saidal pour produire des matières premières destinées aux antibiotiques. Ces projets visent à réduire la dépendance aux importations, à renforcer la valeur ajoutée locale et à consolider la souveraineté pharmaceutique. Avec une couverture d'environ 84 % des besoins nationaux en médicaments, l'Algérie dispose ainsi de capacités pouvant soutenir les exportations, tout en préservant la disponibilité des produits sur le marché national.

ALGÉRIE – BANGLADESH

Signature d'un mémorandum d'entente dans le domaine des hydrocarbures

L'Algérie et la République populaire du Bangladesh, ont signé avant-hier à Alger un mémorandum d'entente, en vue de renforcer la coopération bilatérale et de développer le partenariat dans le domaine des hydrocarbures, in-

dique un communiqué du ministère des Hydrocarbures. Paraphé par le ministre d'Etat, ministre des Hydrocarbures Mohamed Arkab, et le ministre de l'Energie, des Ressources minérales et de l'Electricité du Bangladesh, Iqbal

Hassan Mahmood, ce mémorandum vise à établir un cadre de coopération entre les deux pays couvrant les différentes étapes de la chaîne de valeur des hydrocarbures, notamment l'exploration et la production de pétrole et de gaz, le

développement de projets et d'infrastructures liés au transport, traitement, stockage et commercialisation, ainsi que l'examen des opportunités d'investissement et le développement des infrastructures connexes, précise la même source.

SAIDAL

Exportation d'une cargaison de médicaments vers Djibouti

Le groupe public « Saidal » a procédé, hier, à l'exportation d'une cargaison de médicaments à destination de la République de Djibouti. Cette cargaison comprend plusieurs catégories thérapeutiques, notamment des antibiotiques, des antalgiques, des médicaments cardiovasculaires et des anti-diabétiques. Cette expédition constitue la première tranche d'une impor-

tante commande passée par la République de Djibouti. Elle témoigne de la confiance accordée à la qualité des médicaments fabriqués dans les unités de production de Saidal et ouvre de nouvelles perspectives pour le renforcement de la coopération dans le domaine de l'industrie pharmaceutique et l'approvisionnement des marchés africains en médicaments. Cette opération s'inscrit dans

le cadre de la mise en œuvre de la stratégie de l'État visant à diversifier les exportations hors hydrocarbures. Elle traduit également les orientations du ministère de l'Industrie pharmaceutique destinées à renforcer la présence des médicaments algériens sur le marché africain, à consolider la position de l'industrie pharmaceutique nationale et à améliorer la compétitivité du produit algé-

rien. Cette initiative reflète, par ailleurs, l'engagement du groupe Saidal à poursuivre le développement de ses activités d'exportation et à consolider sa position en tant qu'acteur majeur de l'industrie pharmaceutique à l'échelle continentale, à travers le développement de partenariats et l'ouverture de nouvelles perspectives de coopération.

Z R.

AVEC PLUS DE 250 ENTREPRISES PARTICIPANTES
Ouverture à Alger de la 5^e édition du Salon IMLABOP

La 5e édition du Salon international du laboratoire, de l'imagerie médicale et du bloc opératoire (IMLABOP 2026) a ouvert ses portes mercredi au Palais des expositions des Pins maritimes (SAFEX), à Alger, avec la participation de plus de 250 entreprises nationales et internationales et à laquelle plus de 6.000 visiteurs professionnels sont attendus, selon les organisateurs. Organisée jusqu'à samedi sous le thème "Quand le diagnostic guide l'action", cette manifestation réunit des professionnels de la

santé, des fabricants, des distributeurs, des industriels et des experts autour des innovations technologiques dans les domaines du laboratoire, de l'imagerie médicale et du bloc opératoire. S'exprimant lors d'un point de presse en marge de l'inauguration, la directrice du salon, Yasmine Chaouche, a souligné que l'objectif de cet événement était de rapprocher les expertises scientifiques, l'innovation technologique et les réalités du terrain, relevant que la technologie doit répondre aux besoins du secteur de la santé et contribuer à

l'amélioration des pratiques médicales et de la prise de décision. Le programme de cette édition prévoit plus de 50 sessions scientifiques, conférences et ateliers, avec la participation de plus de dix sociétés savantes. Les conférences portent notamment sur la microbiologie clinique, la résistance aux antibiotiques, l'hématologie, la toxicologie, la cardiologie, la médecine nucléaire et la chirurgie orthopédique. Les travaux abordent également le rôle des laboratoires dans le

diagnostic et la prise en charge des infections, les stratégies diagnostiques en toxicologie et l'apport des nouvelles technologies dans l'orientation des décisions médicales et thérapeutiques. Le programme comprend, en outre, des communications sur le séquençage de nouvelle génération (NGS), les innovations en imagerie médicale et l'utilisation de la médecine nucléaire dans le choix des traitements, notamment pour les pathologies thyroïdiennes et les lymphomes.

R E.

Quotidien economique

Les Enjeux
Eco

Édité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication

Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

COMMERCE INTÉRIEUR

De nouveaux mécanismes pour réguler le marché

Les services de contrôle du ministère du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national intensifient leurs opérations pour lutter contre les pratiques commerciales illicites, surveiller les prix et préserver le pouvoir d'achat des citoyens. Durant les huit premiers mois de 2026, les agents ont effectué plus de 2,17 millions d'interventions, qui ont donné lieu à 150 300 infractions constatées et à l'établissement de procès-verbaux transmis aux autorités judiciaires. Cette mobilisation devrait se renforcer avec l'intensification des contrôles tout au long de la journée et la mise en place de nouveaux mécanismes de surveillance du marché.

Par Selma R.

S'exprimant sur la « Chaîne I » de la radio nationale, Nouredine Haridi, directeur central au ministère du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, a souligné que les dernières orientations des pouvoirs publics visent à améliorer la régulation du marché et à prévenir les hausses injustifiées des prix. « L'objectif est d'anticiper et de prendre des mesures préventives pour éviter les augmentations anarchiques et injustifiées des prix, garantir l'approvisionnement du marché et protéger le consommateur », a-t-il expliqué. Il a également insisté sur la nécessité d'une coordination entre les différents secteurs concernés, estimant que la régulation du marché relève d'une responsabilité collective. Parmi les mesures engagées figure d'abord l'élaboration d'un dispositif encadrant les prix et les marges bénéficiaires de produits de large consommation, notamment les légumes, les légumineuses, les pâtes alimentaires et les viandes. Le ministère entend s'appuyer sur une meilleure connaissance

des coûts de production, d'importation et de distribution afin de déterminer des marges adaptées aux différentes étapes de commercialisation. « L'outil essentiel sur lequel travaille actuellement le ministère du Commerce est la structure des prix », a précisé Nouredine Haridi. Dans ce cadre, les opérateurs concernés sont tenus de déposer auprès des directions du commerce les éléments permettant d'expliquer la formation du prix final. Cette démarche doit aider à identifier l'origine des déséquilibres et à intervenir au niveau où ils apparaissent. Le renforcement de la traçabilité des produits constitue un autre axe prioritaire. Un texte destiné à encadrer l'activité des intermédiaires entre producteurs et consommateurs doit permettre de mieux identifier les intervenants et de suivre les marchandises tout au long de la chaîne de distribution. Selon le responsable, cette mesure vise notamment à limiter les pratiques spéculatives et à clarifier les responsabilités en cas de hausse injustifiée des prix. Le ministère prévoit par ailleurs de renforcer la surveillance grâce à une base de données

numérique reliant les plateformes existantes des différents secteurs. Celle-ci doit centraliser les informations relatives aux prix, aux stocks et aux flux de marchandises, afin de détecter plus rapidement les tensions sur le marché et de faciliter les interventions. « Il faut travailler dans l'anticipation et non dans la réaction », a insisté Nouredine Haridi, précisant que les indicateurs recueillis pourraient orienter les contrôles, favoriser le réapprovisionnement des zones déficitaires et permettre des interventions ciblées. Une plateforme numérique et une application destinée aux signalements et aux réclamations des consommateurs sont également prévues, notamment pour les problèmes liés aux prix et à la sécurité des produits alimentaires. Enfin, le responsable a rappelé l'importance de la facturation, obligatoire dans les transactions concernées, ainsi que le droit du consommateur à obtenir une facture et à connaître le prix réellement appliqué. Il a indiqué que les contrôles se poursuivraient avec davantage d'intensité et que les contrevenants seraient exposés aux sanctions prévues par la législation.

388 NOUVELLES OPÉRATIONS PROGRAMMÉES EN 2027

L'État intensifie ses investissements dans la sécurité hydrique

Par Zahir R.

Le secteur de l'Hydraulique bénéficiera d'un important renforcement de ses moyens financiers en 2027. En effet, le nouveau programme d'investissement prévoit 388 nouvelles opérations, tandis qu'un programme d'urgence de 23 milliards de DA sera consacré à l'amélioration de l'alimentation en eau potable dans l'ensemble des wilayas. Présentant les grandes orientations du secteur devant la Commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale (APN), avant-hier, dans le cadre de l'examen du projet de loi de finances (PLF) 2027, le ministre de l'Hydraulique, Lounès Bouzegza, a annoncé des autorisations d'engagement de 894,8 milliards de dinars, en hausse de 141 % par rapport à 2026, et des crédits de paiement de 697,4 milliards de dinars, en progression de 31 %. Cette augmentation des crédits vise à accélérer le développement des infrastructures hydrauliques, à renforcer la sécurité hydrique nationale et à améliorer le service public de l'eau et de l'assainissement. Le programme d'investissement pour 2027 prévoit notamment 388 nouvelles opérations, dotées de 733,33 milliards de DA, ainsi que la réévaluation de 63 opérations en cours, pour un montant de 44,69 milliards de DA. Sur les crédits de paiement affectés à l'investissement, qui s'élèvent à 580,59 milliards de DA, 302,6 milliards sont destinés aux projets en cours et 240,3 milliards aux nouvelles opérations. Parmi les principales annonces du ministre

figure le lancement d'un programme d'urgence doté de 23 milliards de dinars au profit de l'ensemble des wilayas. Cette enveloppe est destinée à améliorer l'approvisionnement en eau potable, à assurer la disponibilité des équipements nécessaires aux interventions et à la maintenance et à répondre aux besoins les plus urgents. Le soutien au service public constitue également un axe important du budget 2027. Une enveloppe de 102,52 milliards de dinars est prévue pour les transferts et les contributions de l'État aux établissements publics du secteur, soit une hausse de 43 % par rapport à 2026. Ces financements concernent notamment l'Algérienne des eaux (ADE), l'Office national de l'assainissement (ONA) et l'Agence nationale des barrages et transferts (ANBT). Le développement du dessalement de l'eau de mer demeure l'un des principaux leviers de diversification des ressources hydriques. Le ministre a rappelé que les 31 stations de dessalement actuellement recensées disposent d'une capacité de production cumulée de 3,6 millions de mètres cubes par jour et assurent près de 40 % de l'eau destinée à la consommation humaine. Cette part devrait atteindre 60 % après l'achèvement des projets programmés. L'objectif est également de porter la capacité de production nationale des stations de dessalement à 4,5 millions de mètres cubes par jour, parallèlement au renouvellement des réseaux de distribution, à l'extension des infrastructures de traitement des eaux usées et au renforcement de la réutilisation des eaux épurées.

Dans ce cadre, une enveloppe de 352 milliards de dinars est prévue pour les raccordements en aval des stations de dessalement de Chlef, Mostaganem et Tlemcen. D'autres opérations concernent le renforcement de l'alimentation en eau potable des wilayas de Tébessa et de Souk Ahras à partir du barrage d'Ouldjet Melleg, pour 55,1 milliards de dinars, ainsi que le transfert des eaux du système de Beni Haroun vers El Kantara et Biskra, pour 25 milliards de dinars. La mobilisation des ressources et le développement de l'irrigation agricole figurent également parmi les priorités du programme. Les nouvelles opérations consacrées à l'hydraulique agricole dépassent 42,1 milliards de DA et visent principalement l'aménagement des périmètres d'irrigation et l'extension des superficies irriguées. Dans le domaine de l'assainissement et de la protection de l'environnement, les nouvelles opérations et les réévaluations prévues représentent une enveloppe globale supérieure à 119,89 milliards de DA. Le programme prévoit également de poursuivre les investissements dans les infrastructures de traitement des eaux usées et la réutilisation des eaux épurées, qui atteint actuellement environ 167 millions de mètres cubes par an. Pour sa part, la mobilisation des ressources hydriques bénéficiera de 55,82 milliards de dinars destinés aux nouvelles opérations et à la réévaluation des projets en cours, notamment pour la réalisation et l'équipement de forages, ainsi que la réhabilitation des barrages, des stations de pompage et des transferts d'eau.

RÉUNION DU GOUVERNEMENT Plusieurs secteurs à l'ordre du jour

Le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, a présidé, hier, une réunion du Gouvernement consacrée aux secteurs de l'industrie et des travaux publics, ainsi qu'à l'étude de la mise en œuvre de la Stratégie nationale de prévention et de lutte contre les stupéfiants et substances psychotropes pour la période 2025-2029, indique un communiqué des Services du Premier ministre. A l'entame de la réunion, le Gouvernement a entendu une communication sur le mécanisme proposé pour le calcul et l'évaluation du taux d'intégration dans les domaines de l'industrie de véhicules lourds et légers et de téléphones mobiles, pour déterminer la composante matérielle réelle et les processus industriels réalisés localement, favorisant ainsi l'implantation de ces industries, l'augmentation des taux d'intégration et la réduction de la facture des importations. A cet égard, le Gouvernement a souligné que ce nouveau mécanisme vise, selon une nouvelle approche, à instaurer une véritable industrie nationale, dépassant le stade du simple assemblage traditionnel, et ce, par le renforcement des partenariats, la garantie du transfert de technologie, le développement des compétences et la consolidation du réseau de sous-traitance, ce qui permettra d'accroître les capacités de production locales. Par la suite, et dans le cadre du suivi de la mise en œuvre des décisions prises par le président de la République relatives à la lutte contre le phénomène des stupéfiants et substances psychotropes selon une stratégie intégrée, le Gouvernement a étudié l'évaluation d'étape relative à la mise en œuvre de la stratégie nationale de prévention et de lutte contre les stupéfiants et substances psychotropes pour la période 2025-2029, un an après son lancement, ainsi que le renforcement du système institutionnel y afférent. A cette occasion, les résultats concrets obtenus dans le cadre du Plan d'action de la stratégie fondée sur la prévention, la dissuasion et la prise en charge ont été présentés. L'accent a été mis sur la nécessité de continuer à adapter ce plan d'action aux nouvelles évolutions de la criminalité organisée, dont l'efficacité fera l'objet d'une évaluation mensuelle au niveau du Gouvernement, tout en soulignant la nécessité de renforcer l'action sur le terrain et au niveau des quartiers, notamment en associant la société civile, qui fait partie intégrante de l'effort national visant à lutter contre ce fléau et à en limiter la propagation, ainsi que de renforcer la coopération internationale dans ce domaine. Enfin, le Gouvernement a également passé en revue la poursuite des opérations sur le terrain, relatives à la réalisation des tronçons concernés de la ligne ferroviaire reliant El-Menaa à Tamanrasset, des travaux qui, conformément aux instructions données par le président de la République lors du dernier Conseil des ministres, débiteront depuis la wilaya de Tamanrasset".

R. E.

TRANSPORT DE VOYAGEURS

La BNA et la SAA lancent une offre intégrée au profit des professionnels

La Banque nationale d'Algérie (BNA) et la Société nationale d'assurance (SAA) ont signé, mardi, une convention portant sur le lancement d'une offre intégrée destinée aux opérateurs du transport de voyageurs, associant financement bancaire et couverture d'assurance adaptée, indique un communiqué conjoint. Les deux entreprises publiques ont souligné que cette initiative vient consolider les acquis de leur collaboration dans la commercialisation des produits d'assurance par le canal bancaire et d'élargir leur offre à la prise en charge des besoins de financement et d'assurance liés à l'acquisition de 10.000 bus, selon la même source. A travers cette nouvelle convention, la BNA et la SAA "conjuguent leurs expertises afin de faciliter l'acquisition de véhicules de transport collectif, dans le cadre d'un financement bancaire, tout en proposant une couverture assurantielle adaptée aux besoins des bénéficiaires". L'objectif est de proposer aux acquéreurs de bus "un accompagnement coordonné, permettant de simplifier les formalités administratives et de réunir, dans un parcours unifié, les démarches relatives au financement et à la souscription du contrat d'assurance", selon le communiqué. Cette offre prévoit des conditions tarifaires compétitives, des garanties d'assurance adaptées aux spécificités du transport collectif, et, en aval, une prise en charge prioritaire et accélérée des dossiers de sinistres à travers le réseau de la SAA. Ces mesures visent à "réduire les délais d'immobilisation des véhicules, à favoriser leur remise en service dans les meilleurs délais et à limiter les conséquences des interruptions d'activité sur les revenus des transporteurs", selon la même source.

R E

LIGNE FERROVIAIRE ALGER-TAMANRASSET

Un vecteur de développement économique et d’intégration régionale

La Banque africaine de développement (BAD) a mis en avant la portée stratégique du projet de ligne ferroviaire Alger-Tamanrasset, soulignant que ce corridor est appelé à contribuer au développement économique en Algérie et constitue aussi un vecteur d'intégration régionale, de par sa place dans la stratégie nationale des infrastructures ferroviaires, qui prévoit de porter le réseau national de 6.000 km actuellement à 15.000 km à l'horizon 2030. Cette ligne, qui doit relier le nord du pays à Tamanrasset en traversant notamment Laghouat, Ghardaïa, El Meniaâ et In Salah, s'inscrit dans le cadre des efforts visant à renforcer la connectivité territoriale et à soutenir le développement du grand sud du pays, note la BAD sur son site web, relevant le potentiel de cette infrastructure en matière de diversification économique, notamment grâce à l'amélioration de l'acheminement des produits agricoles, des ressources minières et des biens industriels vers les ports et marchés. La BAD a souligné aussi que la réalisation de cette infrastructure devrait également favori-

ser la valorisation des territoires traversés et ouvrir de nouvelles perspectives économiques, à travers le développement d'activités agricoles, minières, industrielles et logistiques. Ces activités pourraient contribuer à la création d'entreprises, à la promotion de l'emploi des jeunes et à l'émergence de start-up spécialisées dans les services liés au transport et à la logistique. A l'échelle régionale, la BAD a relevé l'importance de ce projet pour le renforcement des connexions entre les réseaux de transport africains, existants ou en cours de développement, ainsi que pour la facilitation des échanges avec la zone sahélienne et, plus largement, avec le reste du continent. Le projet s'inscrit dans les objectifs de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), notamment en matière de développement des échanges intra-africains et de consolidation des chaînes de valeur régionales, a indiqué l'institution. Dans cette perspective, la BAD a réaffirmé sa volonté de poursuivre le dialogue avec les autorités algériennes afin d'accompagner la stra-

tégie nationale de développement des infrastructures ferroviaires, qui prévoit de porter le réseau national de 6.000 km actuellement à 15.000 km à l'horizon 2030. L'institution a salué, par ailleurs, les efforts déployés par l'Algérie en faveur du développement et de la modernisation de ses infrastructures de transport, rappelant que le pays dispose du deuxième réseau ferroviaire du continent. Le responsable pays du Groupe de la BAD pour l'Algérie, Abdoulkader Dileita, a affirmé que "l'enjeu est de faire du corridor Alger-Tamanrasset bien plus qu'une infrastructure de transport", car il "doit devenir un corridor économique qui rapproche les territoires, les bassins de production et les marchés, et qui renforce l'intégration de l'Algérie avec le Niger et le reste de l'Afrique de l'Ouest". Il a assuré que "la BAD est prête à poursuivre ce travail avec les autorités algériennes, ainsi qu'avec les institutions régionales et internationales, afin de traduire cette ambition en résultats concrets".

APS

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Réunion multisectorielle consacrée au suivi de la mise en œuvre de la Stratégie nationale de l’IA

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, a présidé, mardi, les travaux de la cinquième (5) réunion multisectorielle consacrée au suivi de la mise en œuvre de la Stratégie nationale de l'intelligence artificielle (IA), indique un communiqué de ministère. Cette réunion a été consacrée à la présentation de "l'état d'avancement des travaux des commissions thématiques constituées autour des principaux axes stratégiques", précise la même source. A cet effet, la commission des données et des infrastructures a présenté "les grandes lignes du plan d'exécution relatif aux opérations de gouvernance des données et à l'acquisition des infrastructures nécessaires". La commission du financement a, pour sa part, procédé à "la définition des premières estimations des financements publics destinés à l'acquisition des infrastructures, ainsi qu'à la coordination avec représentants d'entreprises économiques en vue de faire mûrir la proposition portant création d'un fonds de financement conjoint". Concernant la commission des grands modèles de langage, les tâches ont été "réparties entre les différentes parties chargées de la réalisation d'un modèle linguistique dédié à la législation fiscale algérienne, avec la participation notamment, de représentants de la Direction générale des impôts. L'ensemble des équipements nécessaires à la réalisation du projet a été mis à disposition, en vue de sa livraison dans un délai de quatre (4) mois". Pour sa part, la commission du doctorat en IA a présenté "l'architecture d'une école doctorale nationale couvrant l'ensemble des domaines liés à l'IA, outre des écoles doctorales thématiques se-

lon les secteurs économiques prioritaires, notamment la Santé, l'Energie, l'Hydraulique, les Transports, l'Agriculture et l'administration publique". Dans ce cadre, "un concours pour intégrer une école doctorale regroupant trois (3) écoles nationales d'informatique, dans les wilayas d'Alger, de Bejaïa et de Sidi Bel Abbès, sera prochainement annoncé et ce pour 102 postes", a souligné le communiqué. Concernant la commission de coopération internationale sur les applications de l'IA, la même source a indiqué que "la coordination se poursuit

avec les services du ministère des Affaires étrangères afin de tirer profit des initiatives internationales liées à l'IA". Au cours de cette réunion, le réseau thématique de recherche en IA a présenté "les grandes lignes d'un projet de décret exécutif relatif à un programme national de recherche (PNR) consacré à l'IA, outre, la programmation, d'un appel à participation à des projets dans le cadre de ce réseau thématique, à partir du mois de novembre prochain", conclut le communiqué.

R E.

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHE NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 19 أكتوبر 2026
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 19 Octobre 2026

Prix du détail ¹ أسعار التجزئة ²					
DA / Kg		دج / كلف			
Produits	معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum	المنتجات	
Légumes frais	Pomme de terre	91	96	86	البطاطا
	Tomate	129	143	114	الطماطم
	Oignon sec	80	86	73	البصل الجاف
	Ail sec	834	908	759	الثوم الجاف
	Carotte	130	141	119	الجزر
	Navet	140	152	127	اللفت
	Poivron	139	152	126	الفلفل الاخضر
	Piment	153	168	137	الفلفل الحار
	Courgette	152	164	139	الكوسة
	Haricot vert	243	266	220	الفاصولياء الخضراء
	Laitue	141	153	128	الخس
Fruits frais	Pomme locale	425	526	323	التفاح المحلي
	Datte	469	577	361	التمر
	Raisin	317	366	267	العنب
	Banane	538	561	514	الموز
	Grenade	191	222	160	الرمان
Produits d’origine animale	Viande bovine locale	2224	2338	2110	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	489	502	475	الدجاج
	Œufs (Unité)	23	24	22	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	93	99	86	حليب البقر (لتر)

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	355,00	355,00	0,00	0,00	0,67	7,57	7,32	1309	464 685,00
AYRADE	AYRD	815,00	NC	0,00	0,00	0,10	116,43	-	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 400,00	1398,00	-0,14	-0,13	-0,18	7,54	7,65	3556	4 971 288,00
BIOPHARM	BIO	2 357,00	2357,00	0,00	-0,80	-5,45	6,35	7,21	270	636 390,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	1 999,00	1999,00	0,00	-0,18	-8,29	8,29	8,75	10035	20 059 965,00
EGH El Aurassi	AUR	360,00	NC	0,00	0,00	-0,31	4,55	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	450,00	NC	0,00	2,33	5,67	1,24	7,78	0	0,00

ASSEMBLÉES ANNUELLES BANQUE MONDIALE-FMI, BANGKOK 2026

Intelligence artificielle : infrastructures, emplois, formation et nouveaux investissements

3^e partie

Par Kaci-Kacem AITYALLA, Fondateur de PACAH™, Président d'honneur du Cluster Digital Africa

Bangkok 2026 : L'IA devient un enjeu majeur du développement économique mondial

Après le financement du développement et la mobilisation du capital privé, notre troisième contribution aux Assemblées annuelles de la Banque mondiale et du FMI examine une transformation majeure : l'intelligence artificielle devient un facteur de compétitivité, d'investissement et de réorganisation du travail. Pour l'Afrique et l'Algérie, la question n'est plus seulement d'accéder à l'IA, mais de savoir comment en tirer une valeur économique durable.

- De la révolution technologique à la réalité économique

À Bangkok, du 12 au 18 octobre 2026, l'intelligence artificielle s'est imposée parmi les sujets majeurs des débats économiques internationaux.

La Banque mondiale lui a consacré une rencontre intitulée « Small AI: More and Better Jobs », tandis que le FMI organisait une session sur les opportunités et les risques de l'IA pour l'économie mondiale.

Le message est important : l'intelligence artificielle n'est plus seulement l'affaire des grandes entreprises technologiques. Elle concerne désormais l'industrie, l'agriculture, la santé, l'enseignement, les services financiers et les petites entreprises.

- Mais une interrogation demeure : les investissements considérables engagés dans cette technologie produiront-ils réellement davantage de croissance, de productivité et d'emplois ?

Le FMI souligne que les bénéfices potentiels s'accompagnent de risques financiers, de concentrations économiques et de profondes transformations du marché du travail.

- Data centers : les nouvelles infrastructures de l'économie

Derrière chaque application d'intelligence artificielle se trouvent des équipements bien réels : processeurs, serveurs, réseaux, capacités de stockage, centres de données et infrastructures énergétiques.

L'International Finance Corporation (IFC), institution du Groupe de la Banque mondiale chargée du développement du secteur privé, a publié un guide consacré à l'accélération des investissements dans l'IA au sein des marchés émergents.

Il identifie notamment les infrastructures physiques, la disponibilité des données, les compétences et l'énergie comme des conditions essentielles au développement d'un écosystème IA.

Pour les investisseurs, cela ouvre de nouveaux marchés : construction et exploitation de data centers, production électrique, refroidissement, maintenance, cybersécurité, logiciels et services spécialisés.

Cependant, un centre de données ne constitue pas automatiquement un investissement rentable. Son fonctionnement exige une alimentation électrique fiable, des équipements coûteux, une connectivité adaptée et des clients capables de financer durablement les services proposés.

« La puissance informatique devient une ressource économique stratégique, mais elle



doit répondre à des besoins productifs identifiés. »

Des petites IA pour les petites entreprises

L'un des enseignements les plus intéressants de Bangkok concerne les applications d'IA adaptées aux besoins locaux.

La Banque mondiale a mis en avant le concept de « Small AI » : des systèmes accessibles, conçus pour des tâches précises, parfois utilisables sur des équipements modestes et avec une connectivité limitée.

La Thaïlande a notamment présenté Nokrapip, un assistant numérique destiné aux petits commerçants.

Selon les autorités thaïlandaises, près d'un million de commerçants l'utilisent pour suivre leurs ventes, gérer leurs stocks et mieux comprendre leur rentabilité.

Il s'agit d'un usage déclaré par les autorités, dont les effets économiques à long terme restent à mesurer.

L'exemple mérite néanmoins l'attention des entreprises africaines et algériennes.

Un commerçant, un agriculteur, un artisan ou une PME industrielle n'a pas nécessairement besoin d'une intelligence artificielle gigantesque.

Il a besoin d'un outil fiable, abordable, adapté à son métier et capable d'améliorer concrètement son activité.

- Emploi et formation : préparer les compétences de demain

L'IA transforme déjà les méthodes de travail. Certaines tâches répétitives peuvent être automatisées, tandis que de nouvelles activités apparaissent dans la conception, l'intégration, la maintenance et la supervision des systèmes intelligents.

Mais les gains de productivité ne garantissent pas mécaniquement la création d'emplois.

À Bangkok, le président de la Banque mondiale, Ajay Banga, a rappelé l'importance du défi démographique : environ 1,2 milliard de jeunes atteindront l'âge de 18 ans au cours des quinze prochaines années.

L'enjeu sera de leur offrir les compétences et les perspectives économiques nécessaires.

- Pour l'Afrique, où la jeunesse représente une ressource considérable, l'enseignement et la formation doivent donc évoluer. Il ne suffit plus d'apprendre à utiliser les logiciels existants. Il faut former des professionnels capables de comprendre leurs métiers, d'intégrer l'IA dans leurs activités, d'évaluer les résultats et d'en maîtriser les limites.

Les universités, les établissements de formation professionnelle et les entreprises doivent construire ensemble cette nouvelle génération de compétences.

« L'avenir appartient moins à ceux qui utilisent simplement l'IA qu'à ceux qui savent augmenter leur savoir-faire grâce à elle. »

Afrique et Algérie : construire une économie de l'IA adaptée aux réalités locales

L'Afrique ne pourra pas reproduire immédiatement les investissements colossaux des grandes puissances technologiques.

Elle peut cependant développer des solutions proportionnées à ses besoins, notamment dans l'agriculture, l'énergie, la santé, l'éducation, l'administration et les services aux entreprises.

L'Algérie dispose de plusieurs atouts : ressources énergétiques, universités, ingénieurs, tissu entrepreneurial et diaspora scientifique et technologique.

La priorité devrait être de rapprocher ces capacités autour de projets concrets, associant entreprises, recherche, financement et formation.

La diaspora peut contribuer à cette dynamique par le transfert de compétences, la coopération industrielle, les partenariats technologiques et l'accès aux marchés internationaux.

L'enjeu n'est pas de multiplier les annonces, mais de construire des applications réellement utilisées, économiquement viables et créatrices de valeur locale.

- La lecture PACAH™ : investir dans l'IA sans perdre la maîtrise

Notre veille PACAH™ des Assemblées de Bangkok conduit à une distinction essentielle : disposer d'une technologie ne signifie

pas nécessairement la contrôler.

Un pays peut accueillir des centres de données tout en restant dépendant de fournisseurs étrangers pour ses processeurs, ses logiciels, ses modèles d'IA ou ses mises à jour.

À travers sa doctrine de Souveraineté Augmentée™ et son Indice de Souveraineté Efficace, PACAH-ISE-001, PACAH™ propose d'examiner ces dépendances, ainsi que la capacité de substitution, la continuité des services et la maîtrise des décisions.

Cette réflexion concerne également les solutions d'IA locales, telles que PACAHBox™ et PACAHServer™, conçues pour explorer des architectures adaptées aux besoins des entreprises et des institutions.

Ces solutions constituent des orientations technologiques PACAH™, et non des réalisations validées par la Banque mondiale ou le FMI.

Pour les entreprises, la démarche devrait être progressive : identifier un besoin, mesurer les gains attendus, choisir une infrastructure proportionnée, former les utilisateurs et conserver une gouvernance humaine des décisions.

« L'intelligence artificielle ne doit pas devenir une nouvelle dépendance économique. Elle doit contribuer à renforcer les compétences, la production et la capacité de décision de nos sociétés. » C'est peut-être l'un des enseignements les plus importants de Bangkok pour l'Afrique et l'Algérie.

Note: Publication réalisée avec l'appui de la veille PACAH™ et d'une collaboration humain-intelligence artificielle, sous responsabilité éditoriale humaine.

**Sources documentaires officielles :*
* Banque mondiale — Small AI: More and Better Jobs, retransmission et transcription.
* IFC — Accelerating Artificial Intelligence Investment in Emerging Markets.
* FMI — AI and the Global Economy: From Risk to Opportunity.
* FMI — Global Financial Stability Report, 13 octobre 2026.

Prochaine et dernière partie : Afrique, Algérie et Méditerranée : investir sans perdre sa souveraineté.

SIDI BEL-ABBÈS

Projet à Oued Sefiou
pour la production de
3 millions d’alevins

Le secteur de la pêche et de l’aquaculture dans la wilaya de Sidi Bel-Abbès sera renforcé par un projet d’investissement privé dans la commune d’Oued Sefiou, visant la production de trois (3) millions d’alevins d’ici trois ans, a-t-on appris, mercredi, auprès de la direction locale du secteur. Le directeur de la pêche et de l’aquaculture, Mustapha Elias, a indiqué à l’APS que ce projet comprend deux phases : la première porte sur l’aménagement de bassins d’engraissement de poissons, tandis que la seconde concerne la création d’une écloserie dédiée à la production d’alevins pour l’ensemencement. La capacité initiale de production est estimée à 500.000 unités, avant d’atteindre progressivement l’objectif des trois millions sur trois ans, a-t-il précisé. Les travaux de base ont été achevés, notamment le raccordement au réseau électrique et le forage d’un puits artésien pour sécuriser l’approvisionnement en eau des différents bassins. Dans ce cadre, une équipe technique de la direction de wilaya a effectué une visite de terrain pour s’enquérir de l’état d’avancement des travaux. M. Elias a souligné que ce projet constituera "un apport qualitatif pour soutenir la production locale et contribuer à la sécurité alimentaire, tout en approvisionnant les exploitations agricoles en alevins pour étendre l’expérience de l’aquaculture à travers la wilaya et les régions limitrophes". Il a également réaffirmé la volonté des services de la direction d’"accompagner l’investisseur sur le terrain et de lui fournir le soutien technique nécessaire pour lever les contraintes et accélérer la mise en service du projet dans les délais impartis".

R E.

IN-SALAH

Exposition sur la
contribution de la
femme rurale
productrice au
développement local

Une exposition sur la contribution de la femme rurale productrice au développement local, a été organisée à In-Salah, dans le cadre de la Journée mondiale de la femme rurale. La manifestation s’est déroulée mardi, à la place du 1er novembre, au centre-ville, avec la participation de femmes rurales actives dans les domaines de l’agriculture, l’artisanat, les métiers traditionnels ainsi que diverses activités sociales. Organisée sous la supervision de la direction des services agricoles, en coordination avec les partenaires du secteur agricole et les partenaires sociaux, cette manifestation s’inscrit dans le cadre de la valorisation de la contribution de la femme rurale productrice au développement local et vise à mettre en lumière leur rôle dans le soutien à l’activité économique et la préservation du patrimoine traditionnel. L’exposition a permis aux femmes rurales d’exposer leurs produits et de mettre en valeur leurs compétences dans diverses activités productives et artisanales, ainsi que leur contribution à la valorisation des ressources locales et à la préservation des métiers traditionnels, ainsi que leur capacité à s’adapter aux mutations socioéconomiques. Elle a constitué aussi une opportunité de mettre en avant les efforts déployés face aux difficultés auxquelles elles sont confrontées dans l’exercice de leurs activités, notamment en préservant leurs métiers et leurs sources de revenus et en contribuant à la dynamisation de la vie économique et sociale locale.

APS.

TIZI-OUZOU

Prévisions de production oléicole
au-delà des niveaux habituels

Les premières prévisions de récolte pour la campagne oléicole 2026/2027 dans la wilaya de Tizi-Ouzou sont bien supérieures aux niveaux habituels, grâce notamment aux pluies abondantes du printemps dernier qui ont permis aux oliviers de maintenir une bonne charge et de préserver leur productivité cette saison encore, a-t-on appris mardi auprès de la direction locale des services agricoles.

Selon l’inspecteur phytosanitaire M. Kaci Boukhalfa, ces prévisions sont considérées comme une excellente nouvelle pour la filière, les oliviers, naturellement programmés pour l’alternance bisannuelle, ayant enchaîné deux années de charge consécutives. En effet, en oléiculture, une année de forte production (une année de charge) est systématiquement suivie d’une année de décharge où la récolte chute considérablement, a-t-il expliqué. Cette situation, a-t-il observé, est due aux "conditions climatiques exceptionnellement favorables, notamment les pluies abondantes tombées au printemps dernier ayant permis aux arbres de maintenir une bonne charge et de préserver leur productivité encore cette saison". "Habituellement, poursuit-il, le volume de production d’olives retombe durant l’année de décharge à seulement 10 à 20% de celui de l’année de forte production. Dans ce contexte, atteindre cette saison (2026/2027) 60% du volume produit durant la saison dernière



(2025/2026) constitue une performance remarquable", a-t-il dit, ajoutant qu’"obtenir 60% de la production de l’année précédente dépasse largement nos prévisions et présage d’une campagne tout à fait honorable". Il faut rappeler que, durant la campagne 2025/2026, plus de 12,6 millions de litres d’huile ont été produits à partir de la trituration de 776.339 quintaux

d’olives. Si les prévisions détaillées de cette campagne ne sont pas encore définitivement établies notamment en ce qui concerne la production d’huile par quintal d’olives triturées, ces premières perspectives confirment une fois encore le potentiel et la résilience de l’oléiculture dans la wilaya de Tizi-Ouzou, a-t-il souligné.

APS

SAÏDA

Une session de formation spécialisée dans l’habit traditionnel
au profit de 10 artisanes

Une session de formation spécialisée dans l’habit traditionnel a été lancée dans la wilaya de Saïda au profit de 10 artisanes, à l’initiative de la Direction du tourisme et de l’artisanat, dans le but de renforcer leurs compétences professionnelles et créatives et de contribuer à la valorisation du patrimoine culturel, a-t-on appris auprès de cette direction. Cette formation, qui s’étale sur cinq jours, est organisée en coordination avec la Chambre de l’artisa-

nat et des métiers "Saïdi Benyekba" et la Direction de la formation et de l’enseignement professionnels (DFEP), a précisé la même source. Elle s’inscrit dans le cadre des efforts visant à accompagner les artisanes et à perfectionner leurs compétences en matière de confection de vêtements traditionnels, à travers l’amélioration de leurs connaissances et de leurs techniques artisanales. Cette démarche devrait contribuer à améliorer la qualité des produits

tout en préservant les caractéristiques authentiques de ce patrimoine culturel. Organisée à la Maison de l’artisanat et des métiers, cette initiative vise également à encourager la créativité et l’innovation dans le secteur de l’artisanat traditionnel, à concilier la préservation de l’authenticité avec les exigences du marché et à assurer la transmission des savoir-faire traditionnels aux générations futures, selon la même source.

Cette session s’inscrit dans le cadre des efforts déployés pour soutenir les artisans et renforcer le rôle de l’artisanat traditionnel dans la préservation de l’identité culturelle et nationale, notamment à travers le renforcement des programmes de formation et de qualification et l’accompagnement des professionnels en vue de développer leurs activités et d’améliorer la qualité de leurs produits.

NAÂMA

Une session de formation sur l’amélioration de la qualité
de l’huile d’olive vierge

Une session de formation sur l’amélioration de la qualité de la production d’huile d’olive vierge a lancée mardi dans la wilaya de Naâma, sous l’encadrement de l’Institut technologique spécialisé de formation en cultures pérennes d’Aïn Témouchent, a-t-on appris auprès de la Chambre agricole de la wilaya. Cette formation, destinée aux producteurs de la filière oléicole ainsi qu’aux différents intervenants dans ce domaine à travers les communes de la wilaya, est encadrée par des techniciens de l’institut précité. Elle porte sur deux axes principaux, à savoir les bonnes pratiques agricoles pour la production d’une huile d’olive de haute qualité et la valorisation des produits dérivés de l’olive.

Cette initiative vise à diffuser les connaissances auprès des agriculteurs et à leur inculquer les techniques et les bonnes pratiques relatives à la plantation des oliviers et à leur entretien, notamment par la taille, en vue d’obtenir une huile vierge de qualité, selon la même source. Le secrétaire général de la Chambre agricole de Naâma, Dahawi Omar Sahli, a indiqué que cette session, qui s’étale sur trois jours, comprend des cours théoriques ainsi que des stages pratiques au niveau des exploitations agricoles. Cette formation vise à encourager les agriculteurs à adopter de bonnes pratiques, notamment en matière de récolte des olives et de durée de stockage, afin d’améliorer la qualité et le rende-

ment de l’huile produite, tout en prévenant certaines maladies affectant les oliviers, a-t-il précisé. Par ailleurs, la Direction des services agricoles (DSA) de la wilaya organisera, en parallèle avec la campagne oléicole de la saison en cours, une séance de dégustation d’huile d’olive au profit des opérateurs de la filière dans la wilaya. Cette opération sera supervisée par une commission spécialisée et s’inscrit dans le cadre des efforts visant à améliorer la qualité de l’huile d’olive et à développer l’activité de trituration des olives dans la wilaya, ont indiqué les organisateurs.

R E.

Comment le choc pétrolier est devenu une arme contre l'État-providence

La guerre, le chaos du dollar et la flambée des prix du pétrole ont alimenté l'inflation des années 1970. Les travailleurs et l'État-providence ont été tenus pour responsables. Alors que la guerre fait à nouveau grimper les prix du pétrole, cette histoire continue de limiter notre perception de ce que la société peut se permettre.

3^e partie et fin

Par Oskar Brandt (*)

La coercition n'était qu'un aspect du projet. Les libéraux du marché n'ont pas eu à inventer leur discours en 1973. Ils le préparaient depuis des décennies.

Friedrich Hayek, Milton Friedman et d'autres ont fondé la Société du Mont-Pèlerin dès 1947. Les milieux d'affaires ont financé des groupes de réflexion, des chaires universitaires, des ouvrages et des campagnes. Ces organisations ont formé des responsables politiques et fourni aux médias des messages simples : l'État est le problème, les impôts sont un obstacle et les syndicats font grimper les prix.

La crise a permis à ces réseaux de percer. Ils ont mis en avant les files d'attente aux stations-service et ont déclaré que l'État-providence était allé trop loin. Ils ont mis en avant l'inflation et affirmé que les travailleurs avaient reçu trop d'avantages. Ils ont souligné les déficits et prétendu qu'un État disposant de sa propre monnaie fonctionnait comme un ménage endetté. Ce message masquait une différence cruciale. Un ménage doit gagner ou emprunter de l'argent avant de pouvoir le dépenser. Un État souverain sur le plan monétaire émet la monnaie qu'il utilise. Un État peut manquer d'infirmières, d'électricité, d'acier, de logements ou de médicaments. Il ne peut pas, en revanche, être à court de sa propre monnaie au même titre.

L'inflation impose une limite concrète. La nature en impose une autre. Mais le « trésor vide » relève souvent d'un discours politique, et non d'une réalité matérielle.

Entrée en scène de Paul Volcker

En 1979, Paul Volcker a pris la tête de la Réserve fédérale américaine. Il a relevé les taux d'intérêt à 20 % pour lutter contre l'inflation. Il a cherché à vaincre l'inflation en écrasant la demande. Cette méthode a entraîné des faillites et un chômage de masse. Lorsque les gens craignaient de perdre leur emploi, ils avaient moins de pouvoir pour exiger des salaires plus élevés.

Lorsque les syndicats ont perdu des adhérents et leur pouvoir de grève, le rapport de force s'est inversé en faveur des employeurs. La lutte contre l'inflation est donc également devenue une question de politique de classe.

Mais les hausses des taux d'intérêt s'attaquent souvent aux symptômes plutôt qu'aux causes profondes de l'inflation. Lorsque les prix sont poussés à la hausse par des chocs d'offre, des problèmes d'approvisionnement ou une guerre, des taux d'intérêt plus élevés ne produisent pas davantage de pétrole, d'électricité, de logements ou de denrées alimentaires. Les gens doivent toujours acheter ce dont ils ont besoin. Au contraire, des taux élevés réduisent l'endettement et l'investissement et font grimper le chômage. L'éco-

nomie est contrainte d'absorber le choc par des suppressions d'emplois, une baisse des salaires et des fermetures d'entreprises – le tout sans remédier réellement aux pénuries qui ont fait grimper les prix en flèche.

Le « choc Volcker » a également entraîné une appréciation du dollar, les rendements plus élevés attirant davantage de capitaux vers les États-Unis. Il a décimé les usines dans toute la ceinture industrielle américaine. Il a frappé encore plus durement l'Amérique latine et l'Afrique. De nombreux États avaient emprunté les pétrodollars que les banques occidentales avaient injectés dans les années 1970. Ces prêts étaient généralement libellés en dollars et assortis de taux d'intérêt variables. Lorsque les États-Unis ont relevé leurs taux d'intérêt et que le dollar s'est apprécié, le poids de leur dette a explosé.

En 1982, le Mexique a annoncé qu'il n'était plus en mesure d'assurer le service de sa dette. Le FMI et la Banque mondiale ont proposé de nouveaux prêts, mais ont exigé des coupes budgétaires, des privatisations, une baisse des salaires dans le secteur public et l'ouverture des marchés. La crise de la dette a donné à ces institutions le levier nécessaire pour démanteler des modèles sociaux entiers et perturber l'industrialisation naissante qui avait débuté dans les pays du Sud pendant la période de développement de l'après-guerre.

Dans de nombreux pays, les programmes d'ajustement du FMI et de la Banque mondiale ont contribué à la pauvreté, à la désindustrialisation et à la désintégration. En Yougoslavie, la dette, le chômage et les coupes dans les aides sociales ont affaibli la cohésion fédérale. Le carcan économique n'a pas à lui seul provoqué la guerre civile et le génocide en Yougoslavie, mais il a exacerbé l'insécurité et les antagonismes régionaux que les dirigeants nationalistes ont transformés en une force politique explosive.

On fait croire à tout le monde que les ressources sont épuisées et que quelqu'un, plus bas dans l'échelle sociale, a pris sa part. Le conflit sous-jacent entre le travail et le capital disparaît de la scène. Ronald Reagan présentait l'État comme le problème. Dans le même temps, il augmentait les dépenses militaires et accumulait d'importants déficits budgétaires. Les États-Unis ont utilisé la recherche publique, les marchés publics de défense et la politique industrielle pour stimuler l'aviation, l'informatique et les nouvelles technologies.

En revanche, de nombreux pays endettés se sont vu imposer de réduire leurs dépenses. Les pays européens ont de plus en plus imposé une discipline similaire sur leur territoire. Le Japon, la Corée du Sud et Taïwan ont été autorisés – et parfois encouragés – à recourir aux banques d'État, à la protection tarifaire et au crédit ciblé, tant que leur développement servait la stratégie américaine pendant la Guerre froide. La discipline de marché

s'appliquait donc de la manière la plus stricte à ceux qui n'avaient pas le pouvoir de dire non.

En Suède, la droite, notamment sous la forme de l'Association des employeurs, a mené une campagne longue et coûteuse pour présenter la crise internationale comme un argument contre les syndicats, les conditions de travail, la sécurité sociale et la protection sociale. Le choc pétrolier n'a en réalité pas prouvé que l'État-providence – le « folkhem » – avait échoué. Mais il a offert aux patrons une occasion en or de faire basculer l'équilibre des pouvoirs au détriment des travailleurs et des institutions élues, au profit des entreprises, des détenteurs de capitaux et des marchés privés.

Les répercussions des mauvais enseignements

Les travailleurs peinent dans les usines, les entrepôts, les transports, la restauration et les services de soins. Les enseignants, les travailleurs sociaux, les journalistes, les chercheurs et les professionnels de la communication sont confrontés à la même logique, sous une forme différente. Les organisations manquent de personnel et de temps. Les dirigeants continuent d'exiger des travailleurs qu'ils fassent preuve de plus de flexibilité, d'optimisme et d'efficacité.

Beaucoup de gens aspirent toujours à des soins de santé de qualité, à des retraites sûres, à des allocations chômage plus élevées, à des loyers raisonnables et à des écoles qui fonctionnent. Pourtant, la plupart des partis traditionnels, dépourvus d'ambition et d'imagination politique, continuent de saper ces mêmes systèmes. L'enseignant surmené est opposé à la personne en arrêt maladie. L'infirmière au chômage.

L'ouvrier au migrant. On fait croire à tout le monde que les ressources sont épuisées et que quelqu'un, plus bas dans l'échelle sociale, a pris sa part. Le conflit sous-jacent entre le travail et le capital disparaît de la scène.

Lorsque les partis de gauche et de centre-droit promettent la sécurité mais imposent l'austérité, la démocratie perd sa crédibilité. Les électeurs se lassent des différentes versions d'une même politique et choisissent celle qui promet de renverser la table.

Les dirigeants autoritaires imposent des ennemis au peuple au lieu de lui offrir la sécurité. Ils s'en prennent aux migrants, aux minorités, aux journalistes, aux acteurs culturels, aux tribunaux et aux syndicats. Dans le même temps, ils protègent les plus grandes fortunes et les grandes entreprises qui tirent profit de cet ordre inégalitaire.

Ils promettent un changement systémique. Mais ils canalisent la révolte vers le bas.

Un demi-siècle plus tard, les parallèles sont difficiles à ignorer. La pandémie a plongé la production et les chaînes d'ap-

provisionnement dans le chaos. La guerre en Ukraine a fait grimper les coûts énergétiques. Aujourd'hui, la guerre avec l'Iran et les imbroglios perturbant le trafic pétrolier dans le détroit d'Ormuz ont une nouvelle fois fait flamber les prix. Les circonstances peuvent différer, les réponses politiques, elles, restent les mêmes. L'inflation résultant de la guerre, des pénuries et des entraves à la production est imputée aux salaires, aux dépenses publiques ou aux gens ordinaires qui vivaient soi-disant la grande vie. À maintes reprises, on dit aux travailleurs qu'ils doivent supporter le coût de crises dont ils ne sont en rien responsables. Le monde des années 1970 était en proie à la guerre, au chaos monétaire et à une hausse spectaculaire du prix de sa principale source d'énergie. Les États-Unis ont contribué à ces bouleversements, ont tiré profit du pétrodollar et ont utilisé leur nouvelle liberté monétaire pour financer la guerre et maintenir leur hégémonie mondiale. Pourtant, on a fait croire aux gens ordinaires que leur propre prospérité et leur sécurité étaient à l'origine de ce désastre.

Ce mythe perdure chaque fois qu'un gouvernement affirme ne plus avoir d'argent pour la santé, l'éducation, le logement, les retraites ou la lutte contre le changement climatique. Un pays peut manquer de personnel, d'électricité, de matériaux et de ressources naturelles. Ce sont là de véritables limites. Mais un État disposant de sa propre monnaie n'a pas besoin d'attendre que des milliardaires ou des banques créent son argent.

De plus, le remède prescrit – freiner la demande privée et resserrer les budgets publics – peut lui-même nuire à la production. Les libéraux du marché peuvent alors invoquer les difficultés qui en découlent pour justifier encore plus d'austérité. En temps de crise, les politiques qui transfèrent la richesse et le pouvoir vers le haut de la pyramide sociale peuvent être présentées comme inévitables et nécessaires.

L'État doit gouverner en fonction de la capacité productive réelle de l'économie. Il devrait freiner la demande lorsque les ressources sont insuffisantes, de préférence en faisant peser davantage la charge sur les plus riches. Mais lorsque les gens se retrouvent au chômage, que les usines tournent au ralenti et que les besoins sociaux s'accroissent, il peut utiliser sa capacité monétaire pour mettre à profit les ressources inutilisées.

La crise pétrolière n'a pas été seulement un choc économique. La droite en a fait un discours selon lequel la démocratie ne pouvait plus contrôler l'économie. De ce discours sont issus cinquante ans de coupes budgétaires, de déréglementation, de privatisations, de stress et d'inégalités. La plus grande victoire de la droite n'a pas été de résoudre la crise pétrolière. Elle a consisté à faire en sorte que le monde se souvienne de cette crise de manière erronée.

ONU

Plus de 19 millions d’Afghans menacés par une insécurité alimentaire aiguë d’ici avril

Quelque 19,2 millions d'Afghans, soit plus d'un tiers de la population du pays, devraient être confrontés à une insécurité alimentaire aiguë d'ici le mois d'avril 2027, a alerté mardi le Bureau des Nations unies pour la coordination des affaires humanitaires (Ocha). "Durant la période de soudure hivernale, qui s'étend de novembre à avril, le nombre de personnes confrontées à une insécurité alimentaire aiguë devrait atteindre 19,2 millions", a annoncé à la presse, à Genève depuis Kaboul, Olga Cherevko, porte-parole d'Ocha en Afghanistan. "Parmi elles, cinq millions devraient être exposées à des niveaux de faim correspondant au stade d'urgence+", soit "à deux doigts de la famine", a-t-elle encore alerté. Après des séismes meurtriers l'année dernière, plusieurs désastres climatiques cette année et le retour de millions d'Afghans d'Iran et du Pakistan depuis 2023, une partie de la population afghane est en proie à une crise alimentaire. Selon le Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC) entre septembre et octobre, 15,9 millions de personnes ont été ou sont confrontées à une insécurité alimentaire aiguë atteignant le niveau "crise" ou pire. Ce chiffre inclut déjà 3,4 millions de personnes vivant dans des conditions relevant du niveau d'urgence". Il est à craindre également que "plus de quatre millions d'enfants, âgés de six mois à cinq ans, auront besoin d'un traitement contre la malnutrition aiguë l'année prochaine", a prévenu Mme Cherevko. "Ces chiffres correspondent à des enfants dont les parents n'ont pas les moyens d'acheter une alimentation nutritive, et à des familles dont les capacités de résilience ont été érodées par des années de conflit, de difficultés économiques, de sécheresse et d'autres chocs", a-t-elle expliqué. La situation est aggravée par le fait qu'environ un tiers des centres de nutrition à travers le pays ont fermé leurs portes ou suspendu leurs services, "en grande partie en raison de coupes budgétaires". "Une fois ces services disparus, les conséquences pourraient être irréversibles, en particulier pour les enfants", a indiqué la porte-parole.

R I.

CANAL DE SUEZ

Maersk accélère le retour de ses services maritimes

Entre janvier et septembre 2026, 276 traversées de navires du groupe danois ont été enregistrées, contre 146 un an plus tôt.

Le président de l'Autorité du canal de Suez, Osama Rabie, a affirmé que le canal connaît un retour tangible des services maritimes du groupe danois Maersk soulignant le rôle du partenariat stratégique et des relations de longue date entre les deux parties, selon un communiqué de presse de l'Autorité, mardi 20 octobre. Les rapports de navigation du canal font état de 276 traversées de navires appartenant à Maersk entre le début de l'année et fin septembre 2026, pour un tonnage net cumulé de 23,3 millions de tonnes. Sur la même période de 2025, le groupe n'avait effectué que 146 traversées, représentant un tonnage net de 7 millions de tonnes. Osama Rabie a ajouté que les évolutions géopolitiques actuelles, et leurs répercus-

sions sur les prix des carburants et les taux de fret maritime, avaient confirmé « sans l'ombre d'un doute » l'importance stratégique du canal. Rabie a notamment mis en avant les économies réalisées par les porte-conteneurs de très grande capacité qui empruntent cette voie, ainsi que le niveau de sécurité de navigation supérieur qu'elle offre par rapport au contournement de l'Afrique par le cap de Bonne-Espérance. Ces déclarations ont été faites lors d'une réunion par visioconférence, le 20 octobre, consacrée aux moyens de renforcer la coopération avec le groupe danois. Rabab Boulos, directrice des opérations et membre du comité exécutif du groupe A.P. Moller-Maersk, a salué la qualité des relations bilatérales avec l'Autorité du canal, qui ont permis « le retour d'un nom-

bre important de services du groupe sur cette route ». Boulos a fait part du souhait de Maersk de voir l'ensemble de ses services reprendre le transit par Suez d'ici mars 2027, assurant que « le canal demeurerait le choix privilégié du groupe au regard de leur partenariat stratégique ». L'Autorité et l'armateur multiplient ainsi les efforts pour accélérer ce retour, dans un contexte de tensions géopolitiques et de hausse des coûts du transport maritime. Ce retour s'est concrétisé ces derniers jours par une refonte du réseau Gemini, opéré avec l'allemand Hapag-Lloyd. Maersk a annoncé l'ajout d'escales à Port-Saïd et à Damiette, ainsi qu'une nouvelle liaison avec Djeddah, en Arabie saoudite, via le canal de Suez.

Agence

TUNISIE/ENTREPRISES PUBLIQUES

Des contrats d’objectifs à arrêter avant fin décembre

Les entreprises et établissements publics doivent arrêter leurs contrats d'objectifs ou de programmes pour 2026–2030 au plus tard à la fin de décembre 2026. Une circulaire de la cheffe du gouvernement fixe ce calendrier et prévoit de lier le soutien et le financement aux résultats obtenus. Signée le 17 octobre et publiée le 20 octobre sur le site de la présidence du gouvernement, la circulaire de Sarra Zaafrani Zenzri s'adresse aux ministres, aux secrétaires d'État, aux dirigeants des organismes publics et aux contrôleurs d'État. Les conseils d'administration

ou d'établissement devront définir ces contrats à partir des prévisions du plan de développement 2026–2030, des politiques sectorielles et des réalisations de la période 2023–2025. Les objectifs et les programmes d'action devront reposer sur des indicateurs précis, mesurables et évaluable. Le texte vise à rétablir durablement les équilibres financiers des organismes concernés. Il leur demande de maîtriser leurs dépenses de fonctionnement et leurs coûts de production, d'améliorer leur productivité et de développer leurs ressources propres en diversifiant leurs sources de reve-

nus. La gouvernance, le contrôle interne et la gestion des risques font également partie des priorités. Les contrats devront aussi tenir compte de la sécurité énergétique, hydrique et alimentaire. La circulaire appelle à développer progressivement les énergies alternatives et les programmes de maîtrise de l'eau, tout en renforçant la capacité des organismes publics à faire face aux crises. La qualité et la continuité des services publics restent au cœur des orientations. Les programmes doivent améliorer l'accès aux équipements et aux services, réduire les

inégalités entre les régions et préserver le pouvoir d'achat, notamment celui des ménages à faibles revenus. Enfin, les organismes concernés sont invités à prévoir des mesures concrètes de numérisation : simplification des démarches, réduction des délais de traitement, interconnexion des systèmes d'information et généralisation du paiement électronique. Le texte demande également de moderniser la gestion des ressources humaines et d'intégrer les enjeux environnementaux aux programmes de développement.

R I.

MAURITANIE

19 milliards dollars de la banque mondiale pour soutenir le secteur des mines

Le Groupe de la Banque mondiale a annoncé un plan visant à multiplier par cinq son soutien au secteur des minéraux et des matières premières en Mauritanie, pour atteindre 19 milliards de dollars sur la période 2026-2030, dans le cadre d'une stratégie visant à renforcer les investissements dans ce secteur et à développer les chaînes de valeur minières, parallèlement à la conclusion d'un accord de partenariat national avec la Mauritanie. Ce partenariat vise à établir un cadre stratégique commun pour l'exploitation optimale des ri-

chesses minérales dont regorge la Mauritanie, à tirer parti de son potentiel en matière d'énergies renouvelables, ainsi qu'à développer des chaînes de valeur minières à faibles émissions, ce qui renforcera l'économie nationale, soutiendra le développement durable et créera de nouveaux emplois. Le plan de la Banque mondiale repose sur la combinaison d'un financement direct et la mobilisation de capitaux privés, dans le but d'accroître les investissements dans le secteur des minéraux et des matières premières et de renforcer sa

contribution au développement économique. Le partenariat avec la Mauritanie s'inscrit dans le cadre d'une initiative plus large comprenant des accords similaires avec sept autres pays, à savoir l'Argentine, la Bolivie, l'Égypte, l'Inde, le Kazakhstan, le Malawi et la Zambie, dans le but d'identifier les priorités nationales et de mettre en place des réformes mesurables susceptibles d'accroître les investissements dans le secteur minier.

Agence

ÉCHANGES COMMERCIAUX ENTRE LES ÉTATS MEMBRES DU CCG ET LE ROYAUME-UNI

70 milliards de dollars en 2025

Jasem Mohamed Albudaiwi, secrétaire général du Conseil de coopération des États arabes du Golfe (CCG), a annoncé que le volume total des échanges commerciaux entre les États membres du CCG et le Royaume-Uni avait atteint près de 70 milliards de dollars en 2025, faisant du CCG, considéré dans son ensemble, le dixième partenaire commercial du Royaume-Uni. Cette déclaration a été faite lors de l'allocution d'ouverture qu'il a prononcée aujourd'hui à Londres, à l'occasion du Fo-

rum économique entre les États du CCG et le Royaume-Uni. M. Albudaiwi a indiqué que la valeur totale des actifs d'investissement réciproques entre le Royaume-Uni et les États du CCG s'élevait à environ 643 milliards de dollars américains en 2024, reflétant la profondeur des liens financiers et d'investissement entre les deux parties. Il a souligné que ces chiffres témoignent de la solidité des relations économiques entre les pays du Golfe et le Royaume-Uni ainsi que de leur fort potentiel de croissance et d'expansion.

Il a précisé que le produit intérieur brut cumulé des États membres du CCG atteignait environ 2 400 milliards de dollars américains, plaçant le Conseil parmi les dix plus grandes économies mondiales. Il a également relevé que le volume total du commerce extérieur des États du CCG dépassait 1 800 milliards de dollars, ce qui les situe collectivement au cinquième rang mondial. Le secrétaire général du CCG a ajouté que les atouts économiques des États membres, conjugués à leurs infrastructures dé-

veloppées et à leur position stratégique reliant les grands marchés mondiaux, ont renforcé leur attractivité en tant que partenaire économique et commercial international de confiance. Il a rappelé que les relations entre les États du CCG et le Royaume-Uni reposent sur une longue histoire de coopération, de confiance mutuelle et d'intérêts communs, qui a favorisé l'établissement d'un partenariat économique et commercial distingué.

R I.

BDEAC

Ce que la première levée internationale change pour la CEMAC

La Banque de Développement des États de l’Afrique Centrale (BDEAC) a réussi sa première émission obligataire internationale. Révélatrice de la modernisation financière de l’institution régionale, cette opération lui ouvre un nouveau canal de mobilisation des ressources pour soutenir le développement des pays de la Communauté économique et monétaire de l’Afrique Centrale (CEMAC).

La Banque de Développement des États de l’Afrique Centrale (BDEAC) a mobilisé, le 13 octobre 2026, 222 millions de dollars, soit un peu plus de 130 milliards de FCFA, à travers sa première émission obligataire internationale. Cette somme représente près de 15% de la surface bilantielle de la banque à fin 2025, illustrant l’importance de l’opération pour l’institution régionale. Selon la BDEAC, les ressources mobilisées doivent permettre d’« accélérer » les décaissements en faveur des projets structurants dans les six États membres de la CEMAC, notamment dans les infrastructures, l’agriculture, l’agro-industrie et l’industrie. L’opération intervient alors que la banque doit honorer d’importants engagements de financement. À fin 2025, ses états financiers faisaient apparaître 666,4 milliards de FCFA de financements confirmés mais non encore décaissés aux bénéficiaires. Bien que ces engagements ne constituent pas des décaissements immédiatement exigibles, ils traduisent néanmoins le volume de ressources future à libérer.

Diversification des ressources

Parallèlement, la BDEAC doit assurer le service de sa dette et gérer les risques liés à son portefeuille de prêts. Celui-ci présente notamment une concentration importante sur les États de la CEMAC, qui représentent environ 66 % de l’encours total des crédits. Face à ces enjeux, les circuits habituels de financement (contributions des actionnaires, prêts d’institutions partenaires et émissions sur le marché financier régional) se sont avérés limités. À titre d’illustration, en 2025, la banque a mobilisé 177,1 milliards de FCFA de ressources extérieures, tandis que les remboursements de ses emprunts ont atteint 114 milliards de FCFA. Dans ce contexte, la diversification des

sources de financement constitue un enjeu stratégique. L’entrée sur le marché obligataire international permet ainsi à la BDEAC d’élargir sa base d’investisseurs et de diversifier ses possibilités de refinancement. Elle démontre également sa capacité à structurer une opération internationale et à mobiliser des capitaux au-delà de ses circuits habituels. La participation d’Africa Finance Corporation (AFC), en qualité d’investisseur d’ancrage stratégique, est un marqueur de l’amélioration de l’attractivité de la banque. Cette institution financière panafricaine, présente dans 48 pays membres, affichait un bilan de 19,23 milliards de dollars à fin 2025.

Modernisation financière

Réalisée dans le cadre du plan stratégique 2023-2027, baptisé Azobé, du nom d’une essence d’arbre présente dans les forêts d’Afrique centrale, cette première émission intervient après plusieurs années d’efforts de consolidation financière et de modernisation de la BDEAC. Ces évolutions comprennent notamment l’adoption des normes comptables internationales IFRS et la publication d’états financiers établis selon ces référentiels, destinés à améliorer la transparence et la comparabilité des informations financières de la banque. Elles intègrent aussi l’amélioration de plusieurs indicateurs financiers. En 2025, le bénéfice net de la BDEAC a progressé de 47 %, à 5,24 milliards de FCFA. Ses capitaux propres ont atteint 386,39 milliards de FCFA, contre 359,99 milliards en 2024. Sa trésorerie et ses équivalents ont presque doublé, passant de 66,16 milliards à 128,27 milliards de FCFA. Le total du bilan s’établissait, pour sa part, à 1 040,82 milliards de FCFA à fin 2025. Ces évolutions ont contribué à renforcer le profil financier de l’institution. En novembre

2025, l’agence Moody’s lui a attribué, pour sa première notation en 50 ans d’existence, la note Ba3, assortie d’une perspective stable, confirmée en septembre 2026.

Transparence renforcée

La BDEAC indique avoir réalisé sa première émission obligataire internationale avec un coupon annuel de 7,88 % en euros et une échéance fixée à octobre 2029. L’opération s’est accompagnée de la mise en place simultanée d’une couverture de change entre l’euro et le dollar, destinée à limiter l’exposition de la banque aux fluctuations monétaires. Ces conditions de financement reflètent plusieurs facteurs, dont le profil de crédit de la BDEAC, les caractéristiques de l’emprunt, les conditions du marché et les risques associés à son environnement d’intervention. Les économies de la CEMAC restent exposées à des contraintes budgétaires, à la volatilité des cours des matières premières et, pour certaines, à des risques sécuritaires. Ces facteurs peuvent affecter la situation financière des emprunteurs et, par conséquent, la qualité du portefeuille de prêts de la banque. Les états financiers 2025 montrent ainsi que les encours de prêts dégradés, bien qu’en recul, atteignent encore 360,15 milliards de FCFA, tandis que les prêts dépréciés représentaient 55,11 milliards. Pour consolider la confiance des investisseurs et faciliter de futures opérations sur les marchés internationaux, la BDEAC a annoncé de nouveaux engagements en matière de transparence financière. Elle prévoit notamment l’organisation de conférences semestrielles avec les investisseurs et la publication, à la même fréquence, d’informations sur le soutien de ses actionnaires, la qualité de son portefeuille, ses financements et sa liquidité.

R I/Agence

LIBERTÉ ÉCONOMIQUE

Classement 2026 des pays africains les plus performants, selon Fraser Institute

À l’exception d’une poignée de pays réputés pour leur environnement réglementaire souple et leur grande ouverture aux investisseurs privés locaux et étrangers, l’intervention de l’État dans l’économie reste prédominante sur le continent. La République de Maurice reste le pays le plus « économiquement libre » en Afrique, selon un classement publié le 6 octobre 2026 par l’Institut Fraser, un think tank basé au Canada qui œuvre à promouvoir le libre-échange et l’économie de marché. Intitulé « Economic Freedom of the World 2026 », le classement mesure le degré de liberté avec lequel les individus et les entreprises prennent des décisions économiques dans 165 pays et territoires. Il s’appuie sur 46 indicateurs, dont le taux d’imposition, l’importance des actifs détenus par l’Etat, l’indépendance de la justice, les lois encadrant la propriété privée, la croissance de la masse monétaire, la possession de comptes en devises étrangères, le taux moyen des droits de douane, les barrières non-tari-

fares, la propriété des banques, le coût économique de la bureaucratie et la réglementation du travail. Ces indicateurs sont regroupés en cinq grandes catégories : le poids de l’État dans l’économie, le système juridique et les droits de la propriété, la stabilité monétaire, la liberté du commerce extérieur et la densité réglementaire. Chaque indicateur est noté sur une échelle allant de 0 à 10 points. Les notes sont ensuite agrégées à parts égales pour dégager une note moyenne dans chacune des cinq catégories. Le score global de chaque pays, qui va lui aussi de 0 (manque de liberté économique) à 10 points (liberté économique optimale), correspond à la moyenne des notes des différentes catégories. La République de Maurice arrive en tête en Afrique et occupe le 9e rang à l’échelle mondiale, avec un score de 7,97 points. Cet État insulaire de l’océan Indien réalise ses meilleures performances dans les catégories stabilité monétaire (9,06 points) et liberté du commerce extérieur (8,76 points).

Les Seychelles (35e rang mondial) occupent la deuxième marche du podium à l’échelle africaine, devant le Cap-Vert (42e rang mondial), la Gambie (68e), le Botswana (70e), le Rwanda (76e), l’Ouganda (78e), le Kenya (85e) et l’Afrique du Sud (87e). À l’échelle mondiale, Hong-Kong reste l’économie la plus libre avec un score de 8,53 points, devant la Suisse, Singapour, la Nouvelle-Zélande, et les États-Unis. Le classement révèle par ailleurs que les habitants des pays où le niveau de liberté économique est élevé bénéficient d’une plus grande prospérité, de libertés politiques et civiles plus étendues, ainsi que d’une espérance de vie plus longue. La relation étroite entre la liberté économique et la prospérité s’explique par le fait que les agents économiques sont plus efficaces quand ils disposent d’un droit à l’initiative et sont motivés pour entreprendre, travailler et épargner.

Agence

INDUSTRIE NAVALE

L’américain Metal Shark décroche un contrat pour construire un patrouilleur destiné au Cameroun

Le constructeur naval américain Metal Shark a décroché un marché de 1,197 million de dollars (environ 691 millions de FCFA) pour fournir un patrouilleur et des équipements associés au Cameroun. Attribuée par les garde-côtes américains, la commande comprend un navire de type 38 Defiant, une remorque de transport, des pièces de rechange et la formation des opérateurs. Son montant, absent du communiqué publié le 12 octobre 2026 par le constructeur, ressort des données américaines de marchés publics reproduites par la plateforme spécialisée GovTribe. Le marché a été attribué à Gravois Aluminum Boats LLC, société américaine qui commercialise ses navires sous la marque Metal Shark. Enregistré sous le numéro 70Z02326F92200018, il porte sur la fourniture d’un patrouilleur d’environ 11,6 mètres, destiné aux forces maritimes camerounaises. Le navire sera construit dans l’usine de l’entreprise à Jeanerette, dans l’État américain de Louisiane. Les données contractuelles font apparaître une commande initiale de 1,144 million de dollars, augmentée de près de 53 000 dollars à la suite d’un avenant daté du 24 septembre 2026. Ce supplément concerne des pièces de rechange. La valeur du marché atteint ainsi 1,197 million de dollars, sans ventilation publique du coût du navire, de ses équipements et des prestations de formation.

Trois offres reçues pour un contrat à prix ferme

Selon les données fédérales américaines reprises par GovTribe, trois offres ont été reçues dans le cadre de la procédure d’attribution. Le marché a été passé au titre d’un accord-cadre fédéral américain permettant aux administrations de commander des biens et des services auprès de fournisseurs préalablement référencés. Le contrat est conclu à prix ferme. Ce mode de rémunération fixe le montant des prestations convenues, sous réserve d’éventuelles modifications contractuelles. Les informations disponibles indiquent une date de fin d’exécution fixée au 31 août 2027, sans préciser la date à laquelle le patrouilleur sera effectivement réceptionné au Cameroun. La commande camerounaise fait partie de deux contrats annoncés simultanément par Metal Shark le 12 octobre. Le second concerne la Géorgie, qui doit recevoir un patrouilleur du même modèle. Le constructeur présente ces deux pays comme de nouveaux débouchés pour ses activités internationales. Le 38 Defiant est un navire à coque en aluminium, conçu notamment pour la surveillance côtière, les interventions en mer et la sécurité portuaire. Les caractéristiques précises du patrouilleur commandé pour le Cameroun, notamment sa motorisation et ses équipements opérationnels, ne sont pas détaillées dans le communiqué du constructeur.

L'EUROPE AU REBOND

L’avalanche de résultats anime la séance

A mi-séance, les Bourses européennes rebondissent. La pluie de résultats d'entreprises dicte la tendance. Les marchés saluent les chiffres de ventes d'EssilorLuxottica, de VusionGroup, d'Interparfums, de Bureau Veritas ou encore d'Atos. En revanche, Carrefour dégringole après l'annonce d'un avertissement sur résultats. Les investisseurs restent toutefois vigilants alors que les tensions au Moyen-Orient persistent. Après 12h, le CAC 40 se redresse en gagnant 0,49% à 7 877,21 points, après deux séances de suite dans le rouge. Londres, Francfort et Amsterdam progressent respectivement de 0,11%, 0,61% et de 0,45%.

Les investisseurs n'ont pas manqué de réagir aux nombreuses publications de résultats à Paris et en Europe.

EssilorLuxottica et Vusion scintillent, Carrefour dévisse

EssilorLuxottica s'envole de 14% et occupe largement la tête du CAC 40, soutenu par un solide 3e trimestre. Sur cette période, le lunettier franco-italien a généré un chiffre d'affaires consolidé de 7,486 milliards d'euros, en hausse de 9% en données publiées. A taux de change constants, la croissance s'est élevée à 7,2%. Sur les neuf premiers mois de l'année, les ventes du groupe ont atteint 22,304 milliards d'euros (6,8% en données publiées et 8,9% à taux de change constants). Le groupe a par ailleurs confirmé ses objectifs pour les cinq prochaines années : une croissance soutenue du chiffre d'affaires total et une progression du résultat opérationnel ajusté globalement alignée sur celle des ventes. VusionGroup se démarque aussi ce matin. Bondissant de 12% et occupant la première place du SBF 120, le spécialiste des solutions de digitalisation du commerce a réalisé un chiffre d'affaires de 445 MEUR en données ajustées, en progression de 25% sur un an. Sur les neuf premiers mois de l'année, les revenus ajustés atteignent 1,284 MdEUR, soit une croissance de 28%, et de 41% à taux de change et droits de douane constants. Fort de ces performances, la société confirme ses perspectives pour 2026, avec une croissance attendue du chiffre d'affaires ajusté comprise entre 15% et 20% à taux de change et droits de douane constants et une amélioration de plus de 100 points de base de sa marge d'EBITDA ajusté. Au sein de ce même indice, Atos bondit de 14%. Son redressement se confirme. La société spécialisée dans les services informatiques a fait état d'une poursuite de l'amélioration séquentielle de sa croissance organique au 3e trimestre 2026. Le groupe a enregistré un chiffre d'affaires de 1,642 MdEUR pour ses unités d'affaires stratégiques (SBU) Atos et Eviden, en repli organique de 2,4% sur un an. Cette performance marque toutefois une nette amélioration par rapport aux trimestres précédents : -11% au 1er trimestre et -5,8% au 2e trimestre. Grâce à son programme stratégique, dont les économies dépassent les prévisions initiales, Atos a confirmé l'ensemble de ses objectifs financiers annuels : une baisse de 5% des re-

venus organiques, une marge opérationnelle d'environ 7% et une variation nette de trésorerie positive. De plus, Interparfums progresse de près de 5% à la faveur d'une activité plus dynamique au 3e trimestre malgré un environnement toujours perturbé, notamment au Moyen-Orient et en Europe de l'Est. Son chiffre d'affaires ressort à 265,5 MEUR en croissance de 4,8% (4,6% à devises constantes) sur un an. Ses revenus sur 9 mois s'élèvent à près de 680 MEUR, en recul limité de 2,9% (-0,7% à devises constantes). Bureau Veritas gagne 2,06% grâce à une hausse de 10,1% sur un an de son chiffre d'affaires à 1,569 MdEUR en données publiées. Les objectifs annuels ont été confirmés : une croissance organique du chiffre d'affaires située dans une fourchette modérée à élevée à un chiffre, une amélioration de la marge opérationnelle ajustée à taux de change constant, et des flux de trésorerie maintenus à un niveau élevé. En revanche, Carrefour chute de 14,42%, se logeant à la dernière place du CAC 40. Les investisseurs sanctionnent la révision à la baisse des objectifs annuels du distributeur, malgré une activité légèrement supérieure aux attentes au 3e trimestre. Il ne vise désormais plus qu'une amélioration de sa marge opérationnelle courante comprise entre 0 et 15 points de base, contre 25 points précédemment. Le bénéfice ajusté par action devrait, quant à lui, rester stable ou progresser légèrement, alors que le groupe tablait initialement sur une croissance proche de 10%. Le distributeur anticipe également un léger recul de son flux de trésorerie disponible net et ramène son budget d'investissement annuel de 1,7 à 1,6 MdEUR. En outre, Michelin perd 6%, signant l'une des plus fortes baisses au sein de cet indice phare parisien. Malgré une accélération au 3e trimestre, les chiffres dévoilés par le pneumaticien hier soir sont inférieurs aux attentes. Le pneumaticien a dévoilé un chiffre d'affaires de 19,2 milliards d'euros sur les neuf premiers mois de l'année, en progression de 1% à parité et change constants et de 0,1% à périmètre et changes constants. Sur le seul troisième trimestre, l'activité a accéléré. Michelin a confirmé ses objectifs annuels et vise une croissance de son résultat opérationnel des secteurs à taux de change et périmètre constants par rapport à 2025, ainsi qu'un cash-flow libre avant opérations de M&A supérieur à 1,6 milliard d'euros. Ailleurs en Europe, Adidas (2,31%) enre-

gistre l'une des plus fortes hausses du Dax à la Bourse de Francfort. L'équipementier allemand est porté par un bénéfice d'exploitation record au 3e trimestre et le relèvement de ses prévisions de bénéfice opérationnel pour 2026. Sur cette période, son résultat d'exploitation a progressé de 37% pour atteindre un record de 1,008 milliard d'euros, contre 736 millions d'euros un an auparavant. La marque phare aux trois bandes prévoit un bénéfice d'exploitation annuel de 2,5 milliards d'euros, contre un objectif précédent de 2,3 milliards d'euros, en tenant compte du remboursement et d'un réinvestissement de 100 millions d'euros prévu au 4e trimestre. Iberdrola (0,73%) figure parmi les plus fortes hausses de l'IBEX 35 à la Bourse de Madrid ce mercredi matin, porté par de solides résultats sur les neuf premiers mois de l'année 2026 et un relèvement de ses perspectives de bénéfice net ajusté. Sur cette période, le géant espagnol de l'énergie indique que son résultat net a progressé de 10% à 5,8 milliards d'euros. Le résultat net ajusté atteint quant à lui 5,1 MdsEUR, soit une progression de 9% (et de 13% hors effets de change).

Détroit d’Ormuz et Moyen-Orient : la géopolitique sous tension

Au-delà de ces nouvelles publications de résultats d'entreprises, l'actualité internationale prédomine, marquée par la persistance des tensions au Moyen-Orient. Les Gardiens de la Révolution iraniens ont affirmé hier que trois nouveaux pétroliers ont pris feu après avoir percuté des mines dans le détroit d'Ormuz, voie maritime au coeur du conflit entre Téhéran et Washing-

ton. Par ailleurs, la coalition menée par l'Arabie saoudite (alliée des Etats-Unis) et confrontée à des attaques des houthis du Yémen a indiqué mercredi avoir intercepté cinq drones lancés en direction du Royaume, dont l'un dans la région de Médine, ville sainte de l'islam. Le ministère britannique de la Défense a quant à lui annoncé hier le déploiement des avions de combat pour des missions défensives afin d'aider l'Arabie saoudite à se protéger des frappes menées par les Houthis sur son territoire. Dans ce contexte géopolitique délétère au Moyen-Orient, les cours du pétrole avaient baissé mardi après des informations de presse selon lesquelles Washington et Téhéran auraient renoué le dialogue. Des rumeurs évoquaient notamment que l'Iran a accepté des visites sur des sites nucléaires secrets, laissant entrevoir la possibilité d'une nouvelle entente avec les Etats-Unis. Taux à 10 ans : la France franchit le cap des 5%, une première depuis 2002 Vers 12h, les cours du pétrole repartent toutefois à la hausse. Le baril de Brent gagne 1,43% à 110,35 dollars. Le WTI américain progresse de 1,89% à 99,67 USD. Sur le marché obligataire, selon Bloomberg, l'écart de taux sur la dette française frôle les 160 points de base et atteint un nouveau sommet depuis 15 ans. Pour la première fois depuis 2002, le taux d'emprunt à 10 ans de la France a dépassé la barre des 5 %. Cela coûte nettement plus cher à l'État français d'emprunter que de s'endetter en Allemagne, référence du marché européen avec un taux à 3,41% mercredi matin. Sur le marché des changes, l'euro perd 0,11% à 1,1225 USD.

Agence

BOURSE DE NEW YORK

Wall Street termine globalement en hausse

La Bourse de New York a terminé globalement en hausse mardi, l'intérêt des investisseurs pour les valeurs industrielles après de bons résultats et face à la détente des prix du pétrole compensant la faiblesse du secteur technologique. Le Dow Jones a pris 1,02 %, l'indice élargi S&P 500 a gagné 0,29 % tandis que l'indice Nasdaq est resté à l'équilibre (-0,02 %). "De nombreuses actions en dehors du secteur technologique affichent aujourd'hui des performances raisonnablement bonnes, grâce à la baisse des cours du pétrole (...) et un mouvement de rotation des portefeuilles", observe Patrick O'Hare, analyste de Briefing.com. Les actions plus "traditionnelles" comme les industries, les laboratoires pharmaceutiques ou les grandes banques font l'objet d'un regain d'intérêt de la part des acteurs du marché, qui délaissent au contraire les entre-

prises liées au secteur de l'intelligence artificielle (IA). Le fait que les liquidités issues des ventes des acteurs de l'IA restent investies dans Wall Street "plutôt qu'une sortie massive du marché" est un facteur positif pour Patrick O'Hare. "Le marché continue d'évoluer en mode haussier", assure-t-il. Les résultats d'entreprises alimentent cet optimisme. Le secteur de la défense a terminé en hausse mardi après que plusieurs acteurs ont publié des performances trimestrielles supérieures aux attentes, à l'instar de RTX (+0,64 %) ou Northrop Grumman (+4,57 %). Hasbro, qui a surpassé les attentes au troisième trimestre - son chiffre d'affaires a bondi de 15 % sur un an - grâce au jeu "Magic: The Gathering" a été propulsé de 11,20 %.

APS

COTATION COMMERCIALE D’OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN



COTATION COMMERCIALE D’OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 21 Octobre 2026
Valeur : 23 Octobre 2026

BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		134.4168	134.4318
1	EUR	EURO		151.1517	151.2089
1	GBP	POUND STERLING		180.0627	180.2035
100	JPY	JAPANESE YEN		85.0901	85.1157
1	CNY	CHINESE YUAN		20.1277	20.1309
1	CHF	SWISS FRANC		162.9295	162.9871
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		95.6635	95.6946
1	DKK	DANISH KRONE		20.2334	20.2387
1	SEK	SWEDISH KRONA		13.6089	13.6113
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		14.2978	14.3116
1	AED	UAE DIRHAM		36.5979	36.6040
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.8330	35.8408
1	KWD	KUWAITI DINAR		436.2765	436.4669
1	TND	TUNISIAN DINAR		44.8607	45.3116
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		13.7401	13.7416
1	LYD	LIBYAN DINAR		20.9027	21.0099
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.3554	3.3658
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		182.1012	182.1012

ALLEMAGNE

Merz annonce une manne d’investissements privés

Des investisseurs allemands et étrangers se sont engagés à investir environ 230 milliards d'euros en Allemagne, a annoncé mardi le chancelier Friedrich Merz à l'issue d'un sommet pour attirer les capitaux privés, une aubaine en pleine crise politique et économique.

Démarré lundi soir, le sommet a permis d'engranger des investissements à hauteur de 16 milliards d'euros du géant américain du commerce en ligne Amazon, mais aussi des mastodontes Nvidia et Microsoft, du groupe français de santé Sanofi ou encore de l'énergéticien allemand RWE. "Nous honorerons cette confiance. L'Allemagne restera une place d'investissement fiable", a promis le chancelier conservateur, vantant une liste "longue et impressionnante" d'entreprises. Cette manne de capitaux est une bonne nouvelle pour la première économie européenne en crise, confrontée à une série de problèmes structurels et dont la croissance, estimée à 1,3% pour 2026, repose principalement sur de l'investissement public. Fragilisé par de lourds revers électoraux, des querelles gouvernementales à répétition et une popularité au plus bas, Friedrich Merz cherche à se relancer en prouvant l'attractivité de l'Allemagne.

Accélérer les réformes

Cette première édition allemande, réunissant quelque 200 dirigeants et investisseurs, rafle donc plus que le sommet "Choose France" d'Emmanuel Macron, dont Berlin s'est inspiré, avec 93 milliards annoncés en juin. Mais le PIB allemand est environ 1,5 fois plus élevé que celui de son voisin. Au pouvoir depuis un an et demi, la coali-

tion entre conservateurs et sociaux-démocrates a misé sur des allègements fiscaux et réglementaires pour stimuler une économie en stagnation. Mais les milieux économiques exhortent le gouvernement à accélérer les réformes, dans un contexte de prix élevés de l'énergie, de droits de douanes américains et de concurrence chinoise accrue, particulièrement dans l'automobile. "Le gouvernement fédéral continuera d'améliorer les conditions d'investissement en Allemagne", a insisté le chancelier, citant la réduction de la bureaucratie et des autorisations plus rapides pour les permis de construction. Pour sa croissance, Berlin peut compter en 2026 sur des centaines de milliards d'investissements publics dans la défense et les infrastructures, mais les capitaux privés peinent à affluer de la même façon. "Les investissements permettent de développer nos infrastructures, des routes à l'école, afin que nous puissions toutes et tous bien vivre ici en Allemagne", a estimé M. Merz.

Un pays d’investisseurs

Quant aux ménages, freinés par la hausse des prix des carburants en pleine guerre au Moyen-Orient, ils ne consomment et n'investissent pas autant qu'espéré. C'est pourquoi, au-delà des capitaux des grandes entreprises, Friedrich Merz a dit

mardi vouloir faire "d'un pays d'épargnants un pays d'investisseurs". Les députés allemands ont adopté vendredi un dispositif inédit de retraite privée par capitalisation pour les mineurs, l'État allemand misant sur les placements à long terme en Bourse. Ce qui contraste avec la propension allemande à l'épargne bien ancrée face aux crises inflationnistes à répétition. Ce "changement de culture" va "transformer profondément notre pays, et ce de manière positive", a opiné à ses côtés le vice-chancelier Lars Klingbeil, membre des sociaux-démocrates. Pour le moment, seul Amazon a annoncé un montant concret d'investissement, de 16 milliards d'euros en 2027 notamment dans les centres de données et les infrastructures d'intelligence artificielle. Lundi, Berlin a conclu avec Nvidia un partenariat afin d'accélérer le développement de l'intelligence artificielle appliquée à l'industrie, sans donner de chiffres. Au sommet, Friedrich Merz a également défendu "la protection de la propriété" face aux plans de nationalisation de grands groupes immobiliers à Berlin, étudiés par la possible coalition municipale de la capitale entre partis de gauche. "C'est le fondement de notre ordre économique de marché. Et on ne s'amuse pas à faire des expériences là-dessus", a-t-il dénoncé.

Agence

RUSSIE, RBK

Trois grandes banques ont relevé leurs taux hypothécaires en octobre

Au moins trois grandes banques russes ont relevé leurs taux d'intérêt sur les prêts hypothécaires classiques en octobre, parallèlement à une révision des programmes de prêts subventionnés. Le journal « RBK » rapporte cette information en se basant sur les données de Dom.RF. À compter du 15 octobre, Gazprombank a relevé son taux à 17,9 %, et à 18,9 % pour les prêts inférieurs à sept millions de roubles

(environ 75 000 euros). Dom.RF Bank a augmenté ses taux de base de 0,5 point de base, avec un taux minimum de 18,8 % pour l'achat d'un appartement ; PSB a relevé le coût des prêts hypothécaires sur les logements neufs et anciens de 0,44 point de base, à 18,49 %. En septembre, les banques russes ont accordé 125 000 prêts hypothécaires pour un montant total de 614 milliards de roubles (environ 6,6 milliards d'euros),

soit le niveau mensuel le plus élevé de 2026. Sur ce total, 441 milliards de roubles (environ 4,74 milliards d'euros), soit 72 %, ont été octroyés dans le cadre de programmes subventionnés par l'État. De janvier à septembre, le volume de prêts hypothécaires accordés a atteint 3 600 milliards de roubles (environ 38,69 milliards d'euros), soit une hausse de 35 % sur un an. Depuis le 1er octobre, les conditions des prêts hypo-

thécaires familiaux sont ajustées en fonction du nombre d'enfants et de la région. Selon les analystes, cette hausse des taux n'est pas généralisée : 80 % des programmes sont restés inchangés entre septembre et le 19 octobre. Les acteurs du marché attendent désormais avec intérêt la réunion de la Banque centrale, prévue le 23 octobre, qui avait maintenu son taux directeur à 14 % en septembre. R I/Agence

FRANCE

La concession de la mine de lithium de Beauvoir octroyée jusqu’en 2075

Le spécialiste des minerais Imerys a obtenu la concession jusqu'en 2075 de la mine de lithium de Beauvoir, dans l'Allier, selon un décret paru au Journal officiel ce mercredi 21 octobre. Au total sont concernées plusieurs mines de lithium, étain, tantalite et niobium, qui s'étalent sur le territoire de trois communes du département de l'Allier (Nades, Échassières et Lalirolle) et d'une commune du département du Puy-de-Dôme (Servant). Leur concession a été octroyée à Imerys jusqu'en mai 2075. «Le lithium qui y sera produit a vocation à alimenter la chaîne de valeur des batteries française et européenne», précise le décret. L'entreprise, qui prévoyait en février un dé-

but d'exploitation en 2030, ambitionne d'«alimenter en lithium environ 700.000 véhicules électriques par an, tout en minimisant son empreinte environnementale». Imerys présente ce gisement de lithium comme l'un des «cinq premiers» en roche dure à l'échelle mondiale, ce qui exclut les gisements issus de saumure. Le projet, soutenu par l'État depuis son lancement, a bénéficié d'un investissement de la Banque des territoires de 50 millions d'euros, soit environ 30 % du capital selon Bercy. Emmanuel Macron s'était rendu en avril sur le site pour défendre une volonté européenne de «souveraineté». L'exploitation de ce gisement participera au

«renforcement d'une autonomie stratégique», précise le décret qui considère que l'essor de productions française et européenne, «essentiels au développement des technologies vertes, numériques, de défense et spatiales», est un «enjeu géopolitique majeur». Le décret autorise également Imerys à améliorer sa «connaissance géologique du gisement», notamment «ses extensions possibles en profondeur et vers le sud». Le groupe de minéraux industriels, qui emploie 12.300 personnes dans 40 pays, a réalisé 49 millions d'euros de bénéfice net et 1,75 milliard d'euros de chiffre d'affaires au premier semestre 2026.

R I.

ROYAUME-UNI

L’inflation atteint 3,5 % en septembre, son niveau le plus élevé depuis près d’un an

C'est ce qui ressort des données de l'Office national des statistiques, qui mettent en évidence une accélération supérieure aux prévisions des économistes, lesquels tablaient sur une hausse de 3,4 %. L'inflation au Royaume-Uni est passée de 3,1 % à 3,5 % en septembre, enregistrant ainsi sa troisième hausse mensuelle consécutive et atteignant son plus haut niveau depuis octobre dernier. C'est ce que révèlent les données de l'Office for National Statistics (ONS), qui montrent une accélération plus marquée que prévu par les économistes, lesquels tablaient sur une augmentation à 3,4 %. La hausse des prix des carburants a été le principal facteur de cette progression, dans un contexte de tensions croissantes sur les approvisionnements mondiaux, liées au conflit au Moyen-Orient et à la guerre entre la Russie et l'Ukraine. « L'inflation a fortement augmenté en septembre, atteignant son taux annuel le plus élevé depuis près d'un an », a déclaré Grant Fitzner, économiste en chef de l'ONS, ajoutant que « la hausse des prix des carburants en était une fois de plus le principal facteur, le prix du diesel ayant atteint son plus haut niveau depuis juillet 2022 ». La hausse des tarifs aériens et, dans une moindre mesure, des jeux vidéo et des événements en direct ont également exercé une pression à la hausse. Ces augmentations ont été partiellement compensées par la baisse des prix des hôtels, qui ont progressé moins rapidement qu'à la même période l'an dernier.

JAPON

Les exportations ont augmenté de 16,7 % en septembre

Les exportations japonaises ont progressé de 16,7 % en septembre par rapport au même mois de l'année précédente, enregistrant ainsi le treizième mois consécutif de hausse. Ce chiffre, publié aujourd'hui par le ministère des Finances, est toutefois inférieur à la croissance moyenne de 20,1 % prévue par les économistes interrogés par la presse japonaise. Les importations ont augmenté de 18,9 % sur un an, contre une hausse de 19,6 % attendue. La balance commerciale affiche ainsi un déficit de 536,6 milliards de yens (environ 3,39 milliards de dollars), nettement supérieur aux 181 milliards de yens anticipés par les analystes.

R I.

Anthropic soumet en privé un projet de loi fédéral sur l'IA

Le texte prévoit des évaluations indépendantes et limite les possibilités de suspension aux systèmes présentant des risques majeurs.



Les représentants d'Anthropic ont discrètement soumis aux élus du Congrès américain un projet de loi visant à encadrer la sécurité des modèles IA les plus avancés, selon Politico, qui cite trois sources proches du dossier. Révélé le 16 octobre, le texte n'a pas encore été officiellement déposé au Congrès. Il vise à encadrer les interventions des autorités face aux modèles présentant des risques majeurs. Un porte-parole d'Anthropic a précisé à Politico que cette initiative s'appuyait sur l'Advanced AI Framework de l'entreprise, qu'elle défend auprès des élus depuis juin 2026.

Une intervention réservée aux risques majeurs

Le projet de loi fixe des seuils à partir desquels les autorités pourraient demander la suspension d'un modèle. Il faudrait qu'un risque prévisible et imminent puisse entraîner

plus d'un milliard de dollars de dommages, ou provoquer la mort ou des blessures graves chez plus de 50 personnes. Trois types de menaces sont visés : les armes biologiques, les cyberattaques et la perte de contrôle d'un modèle par son développeur. Le département américain du Commerce jouerait un rôle central dans ce dispositif. Il pourrait saisir un juge fédéral du district de Columbia pour obtenir la suspension d'un modèle. Les autres agences fédérales ne seraient pas autorisées à interrompre directement son développement, son déploiement ou son utilisation interne. Ce cadre limiterait ainsi les possibilités d'intervention de l'État aux scénarios les plus graves. Il laisserait également en suspens la prise en charge des risques qui n'atteignent pas les seuils définis, mais pourraient se multiplier avec la diffusion des modèles. Le texte prévoit par ailleurs des évaluations périodiques des développeurs et de leurs mo-

dèles les plus avancés. Elles seraient réalisées par des organismes indépendants enregistrés auprès du département du Commerce.

Des évaluations indépendantes prévues

Les entreprises pourraient financer ces évaluations, sans que leur rémunération dépende des résultats obtenus. Les évaluateurs devraient signaler au département du Commerce, dans les 72 heures suivant la fin de leur évaluation, tout risque imminent relevant des catégories définies par le projet. Ce mécanisme vise à accélérer la remontée des alertes vers les autorités. Il soulève toutefois la question de l'indépendance des contrôles, puisque les entreprises évaluées en assureraient le financement.

Le projet entend également limiter la capacité des États américains à imposer leurs propres obligations aux développeurs IA dans trois domaines: la transparence sur les risques, les évaluations indépendantes et le signalement des incidents critiques. Anthropic défend ainsi l'établissement de règles communes à l'échelle fédérale plutôt qu'une multiplication des réglementations locales. L'initiative intervient alors que les États-Unis cherchent encore à définir leur approche de la régulation de l'IA. Pour Anthropic, l'enjeu est de fixer des obligations de sécurité tout en limitant les interventions directes des autorités aux situations les plus graves. Le texte n'en est toutefois qu'au stade de projet. Son contenu pourrait évoluer avant une éventuelle présentation au Congrès. Les modalités d'application des seuils de risque et les garanties d'indépendance des évaluateurs restent notamment à préciser.

Microsoft muscle ses modèles IA avec MAI-Base-2

L'éditeur annonce avoir achevé le pré-entraînement de MAI-Base-2 en 38 jours sur 16 000 GPU Nvidia GB200. Il affirme avoir réduit les besoins en calcul par rapport à plusieurs modèles concurrents. Dans un billet publié le 15 octobre, Microsoft annonce avoir achevé le pré-entraînement de MAI-Base-2, un modèle de fondation reposant sur une architecture à experts mixtes (Mixture of Experts, MoE). Celui-ci compte 2 800 milliards de paramètres au total, dont 80 milliards sont actifs. Il doit servir de socle à la prochaine génération de modèles de l'éditeur, après MAI-Base-1 et MAI-Thinking-1. Pour entraîner ce modèle, les équipes de Microsoft ont mobilisé 16 000 GPU Nvidia GB200 pendant 38 jours, en août et septembre 2026. L'entreprise indique avoir consacré une partie des gains d'efficacité obtenus à l'entraînement d'un modèle de plus grande taille, plutôt qu'à la seule réduction des ressources nécessaires. Le principal résultat avancé par l'éditeur concerne l'efficacité du pré-entraînement. Selon ses mesures, MAI-Base-2 nécessite entre 4,2 et 12,3 fois moins d'opérations en virgule flottante (FLOPs) que DeepSeek-V4-Pro-Base pour atteindre des niveaux de performance comparables sur plusieurs évaluations. Microsoft précise également que l'efficacité de calcul de son nouveau modèle a progressé d'un facteur compris entre 6,3 et 12,7 par rapport à MAI-Base-1. L'entreprise affirme par ailleurs que MAI-Base-2

obtient de meilleurs résultats que tous les modèles à poids ouverts qu'elle a évalués sur ses jeux de test réservés. Parmi les références figurent DeepSeek-V4-Pro-Base, ainsi que des modèles de Kimi, Qwen et MiMo.

Une architecture MoE optimisée pour les GPU

Pour améliorer les performances de son modèle, Microsoft a travaillé simultanément sur l'architecture, les algorithmes d'entraînement et l'infrastructure matérielle. MAI-Base-2 s'appuie notamment sur une architecture MoE, dans laquelle seuls certains experts sont activés pour traiter une entrée donnée. Cette approche permet de disposer d'un nombre élevé de paramètres sans mobiliser l'intégralité du modèle à chaque étape de calcul. L'éditeur explique avoir optimisé la gestion de la mémoire et la répartition des calculs entre experts afin de limiter les pertes d'efficacité liées aux déséquilibres de charge. Ces changements ont fait passer l'utilisation effective des capacités de calcul de ses couches MoE de 24 % à 35 %, selon les mesures communiquées. Microsoft a ainsi pu utiliser cette architecture à chaque couche du modèle. L'équipe a également adopté Muon, un optimiseur destiné à stabiliser l'entraînement et à améliorer son efficacité par rapport à AdamW. Plusieurs adaptations ont été nécessaires pour limiter le coût des échanges entre GPU. Après optimisation, Muon représente, selon Microsoft, 2,1 % du

temps moyen d'une itération d'entraînement. Au cours de l'entraînement de MAI-Base-2, l'utilisation moyenne des capacités théoriques de calcul des GPU a atteint 21 %, tandis que la proportion du temps pendant laquelle l'entraînement progressait effectivement s'élevait à 89 %. Ces indicateurs illustrent la difficulté de tirer pleinement parti d'une infrastructure distribuée de cette ampleur, où les communications, les déséquilibres de charge et les opérations de gestion de mémoire pèsent sur les performances.

Un corpus enrichi et multimodal

La qualité des données constitue l'autre axe de travail revendiqué par Microsoft. L'entreprise indique avoir augmenté d'environ 36 % le volume de données d'entraînement uniques par rapport à MAI-Base-1. Elle a également amélioré ses traitements de déduplication, de classification et de sélection des contenus afin de privilégier la diversité et de limiter les répétitions. Le corpus intègre désormais davantage de données visuelles. Contrairement à son prédécesseur, MAI-Base-2 a été pré-entraîné nativement avec des capacités de traitement de l'image, selon une architecture de modèle vision-langage (VLM). Microsoft évoque notamment des données destinées à la compréhension de graphiques, au raisonnement spatial, à l'analyse de documents, à l'informatique médicale et à l'interaction avec des interfaces. Au total, le mélange d'entraînement représente 50 000 milliards de tokens, dont 18 % sont as-

sociés aux données vision-langage, avec des répétitions prises en compte. Microsoft affirme par ailleurs que son corpus repose sur des données collectées et traitées en interne, sans distillation d'autres modèles. L'éditeur indique utiliser un robot d'indexation respectant le fichier robots.txt et les mécanismes associés permettant aux sites de contrôler l'accès à leurs contenus.

Des poids proposés à des partenaires via Foundry

L'éditeur entend également tirer parti de la maîtrise de sa chaîne de développement, depuis les données jusqu'à l'infrastructure. L'objectif est d'ajuster conjointement ses modèles et les systèmes qui les exécutent, afin d'améliorer les performances tout en maîtrisant les coûts. L'entreprise prévoit de proposer les poids de ses modèles à des partenaires de confiance via Microsoft Foundry. Cette orientation pourrait donner aux entreprises davantage de possibilités pour intégrer les modèles MAI à leurs applications et à leurs environnements informatiques. Les modalités précises de mise à disposition de MAI-Base-2, notamment son calendrier, ses conditions de licence et les ressources nécessaires à son déploiement, restent cependant à préciser. Microsoft indique que MAI-Base-2 est en cours de post-entraînement, une étape qui vise à adapter le modèle de base à des tâches et à des usages concrets. L'éditeur prépare déjà MAI-Base-3.

ByteDance, Alibaba et Tencent commandent à nouveau pour 35 milliards de dollars de puces NVIDIA

Malgré les difficultés d'accès aux produits NVIDIA, les géants chinois de la tech continuent de commander en masse tout ce qu'ils peuvent. La preuve avec ces commandes d'un montant exceptionnel. NVIDIA, c'est le nec plus ultra des GPU que l'on installe dans des data centers afin d'entraîner et faire fonctionner des modèles IA. Malheureusement pour les géants chinois du secteur, il est difficile voire impossible de s'offrir les GPU les plus avancés de la firme de Jensen Huang, à cause de la rivalité américano-chinoise. Pourtant, ils continuent de mettre des milliards dans les produits auxquels ils ont encore accès !

Alibaba, Tencent et ByteDance ont ensemble commandé pour 35 milliards de RTX PRO 5500

Malgré son fort recul sur le marché chinois des accélérateurs IA, NVIDIA continue d'être particulièrement sexy pour les entreprises locales. La preuve, comme nous le rapporte Reuters, avec ces commandes folles passées par les plus grandes entreprises locales de la tech. Ainsi, selon le média anglophone, Alibaba, Tencent et ByteDance auraient à eux trois placé pour 35 milliards de dollars de commande chez NVIDIA. Celles-ci concernent la carte graphique RTX PRO 5500. Un produit qui est ici une sorte de substitut pour les firmes chinoises.

Les géants chinois ne veulent pas lâcher NVIDIA

Car les géants chinois cités ne peuvent accéder au meilleur composant de NVIDIA, le GPU B300, à cause de l'interdiction d'export imposée par les États-Unis. En dessous, la puce H200 est elle accessible, mais les commandes sont soumises à des conditions d'octroi de licence, avec un examen au cas par cas. Les entreprises chinoises ont donc décidé de se rabattre sur la RTX PRO 5500, et ce alors que Huawei est pourtant en pleine ascension en Chine - signe que les produits NVIDIA restent pour le moment incontournables. À noter d'ailleurs que les commandes passées représentent plus de 3 millions de RTX PRO 5500, et que les sources de Reuters indiquent ne pas être sûres de la capacité de NVIDIA à pouvoir répondre à l'ensemble de la demande. NVIDIA pourrait ainsi en 2027 ne pas pouvoir produire plus de 3 millions de ces GPU pour l'ensemble du marché mondial.

TWINGO, ID. POLO, BYD...

Le Mondial 2026 signe le grand retour des citadines électriques abordables

De la nouvelle Dacia Spring 2 repositionnée sous les 15 000 € à la nostalgique Renault Twingo, en passant par la très attendue Volkswagen ID. Polo, le retour aux sources de Smart ou encore l'offensive de BYD, Leapmotor et Chery, tour d'horizon des nouvelles citadines présentées au Mondial de l'auto 2026.

Le Mondial de l'Auto 2026 marque plus que jamais un virage vers l'électrique et notamment sur le segment B, celui des citadines. Entre le retour des icônes européennes et l'offensive chinoise déterminés à casser les prix.

Dacia Spring

Désormais produite en Europe aux côtés de la nouvelle Twingo, la nouvelle Spring redevient éligible aux aides de l'État. Proposée à un prix de départ de 17 900 €, elle fait ainsi tomber son tarif sous la barre symbolique des 15 000 €, bonus déduit. Côté style, la Spring 2 prend du muscle en gagnant 15 cm en longueur (3,85 m) et 18 cm en largeur, adoptant un look géométrique moderne et beaucoup plus valorisant. À l'intérieur, la montée en gamme est évidente avec l'arrivée d'une instrumentation numérique de série, d'un grand écran central tactile de 10,1 pouces et des astucieuses fixations « YouClip ». L'habitabilité progresse nettement et le coffre devient une référence sur le segment avec 337 litres de volume. Sous le capot, son moteur de 80 ch est alimenté par une batterie LFP de 27,5 kWh offrant jusqu'à 250 km d'autonomie WLTP. Enfin, la recharge s'améliore avec la charge rapide 50 kW optionnelle (15 à 80 % en 28 minutes) et l'intégration de la charge bidirectionnelle V2L. Revisitée de fond en comble, la star de Dacia possède toutes les armes pour reconquérir le trône du marché électrique populaire.

Smart #2

La nouvelle Smart #2 marque le grand retour du constructeur à ses origines. Longue de seulement 2,75 mètres, cette micro-citadine biplace conserve une compacité idéale pour la ville tout en affichant un rayon de braquage ultra-court de 6,95 mètres. Malgré sa fabrication en Chine avec Geely qui la prive du bonus écologique en France, la marque réussit son pari en proposant un tarif de départ particulièrement agressif fixé à 19 990 €. À bord, l'habitacle surprend par son espace généreux pour deux adultes et ses deux sièges reliés par une banquette conviviale avec accoudoir intégré. L'équipement moderne comprend une instrumentation numérique, un écran central tactile inédit et un coffre surprenant de 305 litres (extensible à 505 l) doté d'un hayon à double ouverture. Côté mécanique, son moteur arrière de 80 ch est couplé à une batterie LFP de 35,7 kWh offrant jusqu'à 290 km d'autonomie WLTP. La recharge rapide DC jusqu'à 65 kW permet de passer de 10 à 80 % en moins de 20 minutes, complétée par la fonction bidirectionnelle V2L. Disponible à la commande durant le salon, la Smart #2 sera livrée dès le premier semestre 2027.

Renault Twingo

Voici sans doute la plus belle menace pour la Dacia. Partageant la même plateforme (AmpR Small), elles font cause commune, notamment pour le moteur de 80 ch et la batterie de 27,5 kWh de capacité avec une autonomie très proche. Surtout, la Twingo joue sur la fibre nostalgique en évoquant clairement la première génération, le tout avec des teintes pétillantes. Enfin, elle n'est vendue que 1 590 € de plus.

Leapmotor B03

Avec l'annonce de cette B03, le constructeur chinois dévoile son troisième modèle de l'année. Si elle se présente comme une citadine polyvalente, ses 4,18 m de longueur la placent à mi-chemin entre deux segments. Fait marquant, la marque annonce une autonomie record de 510 km ainsi que des capacités de recharge rapide. Ce



chiffre a largement de quoi compenser ses lignes fades, d'autant que sa commercialisation pourrait débiter à l'automne prochain sous la barre des 20 000 €.

BYD Dolphin G

Avec la Dolphin G DM-i, BYD relance l'hybride rechargeable (PHEV) sur le segment B des citadines (4,16 m), un marché déserté par la concurrence. Pour contourner les barrières douanières frappant le 100 % électrique, le constructeur chinois s'appuie sur sa technologie « Super Hybrid » (176 à 212 ch) offrant jusqu'à 105 km d'autonomie électrique et 1 040 km au total. Proposée de 24 990 € à 29 490 €, elle s'affiche moins chère qu'une Renault Clio hybride simple, tout en offrant un coffre généreux (425 L) et un équipement très riche. Ce « Super hybride » BYD, qui revendique une autonomie totale de 1 040 km, est homologué pour une consommation de 4,3 à 4,5 l/100 km WLTP selon le modèle, très légèrement supérieure à celle d'une Clio E-Tech hybride. La différence, comme toujours avec les marques chinoises, repose sur un argument-massue : le prix. En clair, la Dolphin G DM-i propose un hybride rechargeable au prix d'un hybride classique, soit autour de 400 euros de moins que la dernière Clio E-Tech.

Volkswagen ID. Polo

Volkswagen lance un modèle stratégique : l'ID. Polo, sa première citadine 100 % électrique affichée sous la barre des 25 000 €. Vedette du Mondial de

l'Auto 2026, elle capitalise sur le nom mythique de la Polo tout en adoptant un design qui mêle clins d'œil au passé et modernité, notamment grâce au retour de vrais boutons physiques et à un affichage rétro à bord. La gamme propose deux batteries au choix : une version d'entrée de gamme de 37 kWh



offrant 329 km d'autonomie (en 115 ou 135 ch), et une déclinaison plus puissante de 210 ch avec batterie de 52 kWh grimant jusqu'à 455 km d'autonomie. Côté recharge, il ne faut que 24 à 27 minutes pour passer de 10 à 80 %, faisant de cette ID. Polo une alternative très crédible sur le marché des citadines.

Chery Q

Chery dévoile au Mondial de l'Auto 2026 la Chery Q, une citadine électrique au look plutôt rond et avenant. Plus grande qu'une Renault 5 avec ses 4,19 mètres, elle s'approche du gabarit des compactes et fait le plein de fonctionnalités pratiques : 38 rangements intérieurs, un coffre arrière de 375 litres complété par un frunk avant de 70 litres, ainsi que la fonction V2L pour brancher ses appareils électriques. Côté performances, elle associe un moteur de 121 ch à une batterie de 41 kWh capable de se recharger de 30 à 80 % en seulement 17 minutes. L'autonomie annoncée est de 400 km en norme NEDC, et sa présence à Paris permettra à Chery d'évaluer l'accueil des conducteurs français avant de confirmer sa commercialisation.

Empereur français	↓	Victoire de Napoléon	↓	Cirque suisse	↓	Arme automatique	↓	Défaite de Napoléon	↓	Petit de l'ânesse	↓	Victoire de Napoléon	↓
Victoire de Napoléon		Mioche		Enzyme						Prénom féminin		Grande randonnée	
↳		↓		↓		Victoire de Napoléon	→			↓		↓	
Toxique	→							Durées	Donc	→			
Placées													
↳						Semblable	→	↓				Victoire de Napoléon	
Hallucino-gène	→			Il a un mur	→			Champion	→		Maîtresse de Zeus	→	↓
Vrai													
↳				Chamois		Dégoûtant	→				Électron-volt	→	
						Einsteinium					Anneau de cordage		
Bourricots		Doyenne	→	↓		↓		Marchera	Concept spirituel		Grande école	→	
		Groupe terroriste									Obstination		
↳		↓			Crooner célèbre	→	↓	↓		↓			Défaite de Napoléon
					Grain de beauté								
Gare de triage du Rhône	→				↓	Souvent fous	→					Qualité	↓
Échine						Tragédies							
↳			Appareil de détection	→		↓			Fleuve de Russie	→		↓	
			Arrose Saint-Omer						Armée irlandaise				
Roman d'Emile Zola		Précurseur de l'aviation	→	↓			Par	→	↓		Astate	→	
		Abri douillet											
↳		↓		Part !	→		Victoire de Napoléon	→					
				Remplace le RMI									
Rapport de cercle	→		Remâchai	→	↓						Erbium	→	
			Bizarre								Mammifères marins	↓	
Appuyé contre un mur	→		↓				Entrée		Ville lorraine	→			
Ville de Mésopotamie									Unités de temps				
↳		Dieu égyptien	→		Possessif	→	↓	Il a sa bouche	→	↓			
		Chaleur animale			Embarras-sées			Train de banlieue					
Choix	→	↓		À eux	↓	Hurllement	→	↓		Moteur turbo		Personnes	
Meugle										↓		↓	Son nom indique sa forme
↳				↓		Région française	→						↓
Nouveau disque	A toi	→				Instruite	→						
	Épais					Écrivain italien (Umberto)							
↳	↓					↓			Intermé-diaire	→			
		Quantités	→						Césium				
Combat singulier		Plante de la famille des palmiers	→				Cérium	→	↓		Possessif	→	
↳				Port de Tunisie	→						Sélénium	→	

PÉTROLE

Le baril de Brent à plus de 110 dollars

Les cours du pétrole étaient en hausse, mercredi, dans un marché porté par les tensions géopolitiques. Dans la matinée, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en décembre, prenait 1,72 %, à 110,66 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison le même mois, dont c'est le premier jour d'utilisation comme contrat de référence, gagnait 1,98 %, à 99,76 dollars.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Jeudi 22 octobre 2026 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



ALGÉRIE-NIGER

Signature d'un protocole d'accord de coopération militaire

Le général d'armée Saïd Chanegriha a reçu son homologue nigérien, le général d'armée Salifou Modi, dans le cadre du renforcement de la coopération militaire et sécuritaire entre les deux pays. Un protocole d'accord dans le domaine de la coopération militaire a été signé, hier à Alger, entre l'Algérie et le Niger, à l'issue d'une audience accordée par le général d'armée Saïd Chanegriha, ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale et chef d'état-major de l'Armée nationale populaire (ANP), au général d'armée Salifou Modi, ministre d'État, ministre de la Défense nationale de la République du Niger, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). Cette rencontre s'est te-



nue au siège de l'état-major de l'ANP, dans le cadre de la visite de travail effectuée en Algérie par le responsable nigérien, à la tête d'une délégation militaire de haut rang. À cette occasion, le général

d'armée Saïd Chanegriha a réaffirmé la disponibilité de l'ANP à renforcer la coopération militaire bilatérale et à examiner toute proposition nigérienne susceptible de consolider les relations de coopé-

ration entre les deux pays. « Cette visite illustre notre volonté commune de hisser la coopération militaire bilatérale et de relever, avec toute l'efficacité et l'engagement requis, les défis qui se posent à nous », a-t-il déclaré, soulignant la disposition de l'ANP à examiner toute initiative visant à renforcer la coopération militaire et sécuritaire au service des intérêts des deux pays. Le chef d'état-major de l'ANP a également inscrit cette démarche dans le prolongement des échanges récents entre les deux parties, mettant en avant leur volonté commune de consolider les relations bilatérales, conformément aux orientations de leurs dirigeants. De son côté, le ministre d'État, ministre de la Défense nationale du

Niger, le général d'armée Salifou Modi, a salué le niveau de coordination multidimensionnelle entre les armées des deux pays. Ont pris part à cette rencontre des responsables militaires algériens, notamment les commandants des forces terrestres et aériennes, le commandant de la Gendarmerie nationale, ainsi que des chefs de départements et des directeurs du ministère de la Défense nationale et de l'état-major de l'ANP, aux côtés des membres de la délégation nigérienne. La signature de ce protocole d'accord vient ainsi concrétiser la volonté des deux pays de poursuivre le renforcement de leur coopération militaire et sécuritaire.

Synthèse Z R.

Chronique Eco d'Anouar El Andaloussi

Assemblées annuelles du FMI - Banque Mondiale 2026 : Quoi de neuf à l'horizon ?

Les assemblées annuelles se sont tenues du 12 au 18 octobre 2026 à Bangkok, en Thaïlande. Ces assemblées sont un événement majeur de l'actualité économique et financière internationale.

Le contexte et les Constats : Ralentissement de la croissance, Dette publique et IA (croissance et emploi). Elles ont réuni des représentants des 191 pays membres du FMI, ainsi que des responsables économiques, des institutions financières, du secteur privé et de la société civile. Les pays sont représentés par les ministres de finances et les gouverneurs des banques centrales. Les principaux rendez-vous ont porté sur les perspectives économiques, la stabilité financière et le financement du développement.

L'ordre du jour ne change pas beaucoup d'une année à l'autre, sauf quand un événement majeur ou une crise ou un phénomène préoccupant se manifestent. Cette année deux dossiers majeurs ont émergé : l'IA comme facteur de transformation économique et social et l'endettement des Etats comme facteur de blocage du développement économique et de l'aide public au développement.

Le FMI relève sa prévision de croissance 2026 à 3,1% (contre 3% en juillet) mais reste sous les 3,5% de 2025 ; l'inflation à 4,7% en 2026 puis 4,1% en 2027. « Le modèle est à deux vitesses : les économies connectées au boom de l'IA (USA, Taïwan, Corée) résistent, les importateurs d'énergie non intégrés à l'IA sont les plus vulnérables. ». Cette jonction entre énergie et IA a surpris plus d'un. L'IA est présentée comme le facteur critique dans la croissance future des économies.

Des manifestations à Bangkok ont dénoncé « la pauvreté, l'endettement des ménages, les inégalités et les dommages environnementaux. Ces mobilisations traduisent les critiques d'une partie de la société civile, qui estime que les politiques économiques internationales ne répondent pas suffisamment aux besoins des populations les plus vulnérables. ».

Les enjeux géopolitiques ont obéré la croissance économique mondiale par le choc énergétique.

La conjoncture économique dominée par les questions géopolitiques, particulièrement au Moyen-Orient, a eu une part significative dans le débat non pas du point de vue politique et militaire mais du point de vue économique, dont l'économie mondiale a été affectée de manière décisive par les contraintes d'approvisionnement en énergie (pétrole et gaz). Toutes les économies ont été affectées à des degrés variables. Ainsi, l'économie mondiale montre une résilience fragile. Le choc énergétique a beaucoup retenu l'attention, car il est en relation avec la crise de la dette publique dans les pays développés. Il n'est jamais dit que la responsabilité des tensions géopolitiques au moyen orient en en Europe de l'Est (détroit de Hormuz, détroit de Bab-El-Mendeb, guerre russo-ukrainienne) incombe à cet Occident dominateur et arrogant.

L'IA s'est imposée comme un sujet central. Elle soutient les investissements et pourrait améliorer la productivité, mais elle risque aussi de transformer profondément les emplois, notamment ceux accessibles aux jeunes diplômés. Le FMI et la Banque mondiale ont souligné l'importance de la formation, de l'adaptation des compétences et de l'accès des pays en développement aux bénéfices de cette technologie. Alors l'IA facteur de prospérité partagée ou facteur de fracture entre ceux qui ont la technologie et les autres ? La Directrice Générale du FMI appelle à une coopération internationale dans ce domaine. Maigre consolation pour les économies du Sud

Le dossier « Dette et financement du développement » a lui aussi été au centre des préoccupations : Hausse du coût du service de la dette, baisse de l'aide publique au développement, besoins massifs des pays émergents. La Banque Mondiale pousse vers une approche mixte : public + privé + philanthropie + technologie. Pen-

dant plusieurs décennies, cette Institution a fait du développement du secteur privé son cheval de bataille, présenté comme une panacée ; voilà maintenant, elle promeut le partenariat Public-Privé comme politique de sortie de crise. A-t-on fait le bilan du développement du secteur privé ? En guise de réponse, le FMI et la Banque mondiale s'associent pour adopter le « Bangkok Blueprint » comme solution miracle. Ce dernier comprend : 1) Restructuration accélérée de la dette ; 2) Financements verts préférentiels, et 3) réforme des quotas pour mieux représenter l'Afrique et l'Asie. La dette publique est plutôt du côté des pays développés et c'est pourquoi les institutions de Bretton Woods s'en inquiètent. Les cinq pays les plus endettés (en valeur) sont les USA, Le Japon, Le Royaume-Uni, La France et l'Italie avec des profils très différents bien entendu.

Les grandes conclusions et recommandations générales

- Résilience fragile : La croissance se poursuit mais reste exposée à 4 risques : énergie, géopolitique, dette, marchés financiers. Les prévisions ne doivent pas masquer les vulnérabilités structurelles.
- La dette comme contrainte bloquante : Pour les pays en développement, des charges financières élevées réduisent les marges pour investir dans les infrastructures, l'éducation, la santé et la transition énergétique. Il faut des mécanismes de restructuration plus efficaces (sic). Cette conclusion lapidaire et récurrente est étendue cette année aux pays développés.
- Le Financement du développement doit produire des résultats : Le capital privé peut compléter mais pas remplacer l'aide publique, surtout là où la rentabilité est faible et les besoins sociaux élevés.
- Transformation numérique, inclusion ou fracture : Les bénéfices de l'IA risquent d'être concentrés dans les pays déjà dotés en infrastructures et capitaux. Formation des jeunes et accès technologique doivent

devenir prioritaires.

- Crise de légitimité : La crédibilité du FMI/BM dépendra de résultats mesurables sur la dette, accès au financement, pauvreté et représentation. L'écart entre discours et mise en œuvre est de plus en plus contesté.

Recommandations prioritaires :

- Budgétaire : Reconstruire des marges via des recettes, améliorer la transparence de la dette, accélérer les restructurations quand c'est nécessaire.
- Sociale / Énergie : Préserver les signaux prix. Remplacer les subventions généralisées à l'énergie par des aides directes temporaires et ciblées vers les plus vulnérables.
- Financement : Diversifier les sources : ressources nationales + financements concessionnels + privé + partenariats internationaux. Préserver les investissements productifs et sociaux tout en améliorant l'efficacité de la dépense.
- Technologie / Emploi : Préparer les économies aux mutations via la formation professionnelle, la modernisation éducative et le soutien à l'emploi des jeunes.
- Multilatéral : Renforcer la coopération sur la stabilité financière, la gestion de crise et le financement climatique. Évaluer les engagements sur la base d'indicateurs concrets : investissement, emploi, pauvreté, coût de la dette, accès aux services.
Conclusion finale : « L'économie mondiale est à un moment charnière. Stabilité durable = soutenabilité de la dette + financement du développement + emplois + réduction des inégalités. Le défi est de traduire les orientations de Bangkok en mesures financées et évaluables. »

Cette chronique a été rédigée sur la base des comptes rendus, des synthèses et des communiqués des assemblées annuelles du FMI et de la Banque mondiale.
Sources : FMI programme officiel assemblées 2026, Groupe Banque Mondiale.